

## MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

OBJET DU MARCHE :  
CONSTRUCTION D'UN HDJ ET D'UN CMP/CATTP EN  
PSYCHIATRIE GENERALE ET PEDOPSYCHIATRIE AUX SABLES  
D'OLONNE

AFFAIRE N°2025\_TRX\_CHM\_017

*Ce document comprend  
54 pages numérotées de 1 à 54*

## TABLES DES MATIERES

CHAPITRE 1 : GENERALITES .....	4
ARTICLE 1. Caractéristiques principales du marché.....	4
ARTICLE 2. Définitions .....	4
ARTICLE 3. Obligations générales des parties .....	4
ARTICLE 4. Pièces contractuelles .....	9
ARTICLE 5. Confidentialité - Protection des données personnelles – Mesures de sécurité .....	10
ARTICLE 6. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail .....	11
ARTICLE 7. Protection de l'environnement, sécurité et santé .....	12
ARTICLE 8. Assurances .....	12
CHAPITRE 2 : PRIX ET REGLEMENT .....	14
ARTICLE 9. Contenu et caractère des Prix .....	14
ARTICLE 10. Rémunération du titulaire et des sous-traitants .....	16
ARTICLE 11. Constatations et constats contradictoires .....	17
ARTICLE 12. Modalités de règlement des comptes .....	18
ARTICLE 13. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives .....	25
ARTICLE 14. Augmentation du montant des travaux .....	25
ARTICLE 15. Diminution du montant des travaux .....	25
ARTICLE 16. Changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage .....	25
ARTICLE 17. Pertes et avaries .....	25
CHAPITRE 3 : DELAIS .....	26
ARTICLE 18. Fixation et prolongation des délais .....	26
ARTICLE 19. Pénalités, primes et retenues .....	27
CHAPITRE 4 : REALISATION DES OUVRAGES .....	30
ARTICLE 20. Développement durable .....	30
ARTICLE 21. Provenance des matériaux et produits .....	30
ARTICLE 22. Lieux d'extraction ou d'emprunt des matériaux .....	30
ARTICLE 23. Qualité des matériaux et produits – Application des normes .....	30
ARTICLE 24. Vérification qualitative des matériaux et produits – Essais et épreuves .....	31
ARTICLE 25. Vérification quantitative des matériaux et produits .....	31
ARTICLE 26. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits .....	31
ARTICLE 27. Plan d'implantation des ouvrages et piquetages .....	32
ARTICLE 28. Préparation des travaux .....	33
ARTICLE 29. Etudes d'exécution .....	36
ARTICLE 30. Modifications apportées aux stipulations contractuelles .....	37
ARTICLE 31. Installations, organisation, sécurité et hygiène du chantier .....	37
ARTICLE 32. Engins explosifs de guerre ou matériaux dangereux .....	40
ARTICLE 33. Matériaux, objets et vestiges trouvés sur le chantier .....	40
ARTICLE 34. Dégradations causées aux voies publiques .....	40

ARTICLE 35.	Dommmages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution 40	
ARTICLE 36.	Gestion des déchets de chantier .....	41
ARTICLE 37.	Enlèvement du matériel et des matériaux sans emploi .....	41
ARTICLE 38.	Essais et contrôles des ouvrages .....	41
ARTICLE 39.	Vices de construction .....	41
ARTICLE 40.	Documents fournis après exécution.....	42
CHAPITRE 5 : RECEPTION ET GARANTIES .....		44
ARTICLE 41.	Réception .....	44
ARTICLE 42.	Réceptions partielles.....	44
ARTICLE 43.	Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages .....	45
ARTICLE 44.	Garanties contractuelles .....	45
CHAPITRE 6 : PROPRIETE INTELLECTUELLE .....		46
ARTICLE 45.	Définition des résultats.....	46
ARTICLE 46.	Régime général des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards .....	46
ARTICLE 47.	Stipulations spécifiques aux connaissances antérieures et connaissances antérieures standards .....	46
ARTICLE 48.	Régime des résultats .....	46
CHAPITRE 7 : RESILIATION DU MARCHE – INTERRUPTION DES TRAVAUX.....		47
ARTICLE 49.	Principes généraux .....	47
ARTICLE 50.	Cas de résiliation du marché .....	47
ARTICLE 51.	Opérations de liquidation .....	47
ARTICLE 52.	Mesures coercitives .....	47
ARTICLE 53.	Ajournement et interruption des travaux.....	47
ARTICLE 54.	Clause de réexamen.....	48
CHAPITRE 8 : DIFFERENDS.....		49
ARTICLE 55.	Règlement des différends entre les parties .....	49
CHAPITRE 9 : DISPOSITIONS DIVERSES.....		49
ARTICLE 56.	Prestations similaires .....	49
ARTICLE 57.	Dérogations aux documents généraux.....	49
ARTICLE 58.	Annexes .....	50

# CHAPITRE 1 : GENERALITES

## ARTICLE 1. CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ

### 1.1 Objet du marché :

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) portent sur les travaux de construction d'un Hôpital De Jour (HDJ) et d'un Centre Médico-Psychologique/Centre d'Accueil Thérapeutique à Temps Partiel (CMP/CATTP) en psychiatrie générale et pédopsychiatrie.

### 1.2 Lieu des travaux :

Le projet sera implanté Chemin de Chaintrelongue sur la commune des Sables d'Olonne (85100).

### 1.3 Allotissement

☒ OUI ☐ NON

Lot 01 : VRD  
Lot 02 : Gros-œuvre – Charpente  
Lot 03 : Étanchéité  
Lot 04 : Couverture métallique  
Lot 05 : Façade  
Lot 06 : Menuiseries extérieures – Protections solaires  
Lot 07 : Serrurerie – Métallerie  
Lot 08 : Faux-plafond – Doublage – Cloison  
Lot 09 : Menuiseries intérieures  
Lot 10 : Revêtement de sol  
Lot 11 : Peinture  
Lot 12 : Ascenseur  
Lot 13 : Chauffage Ventilation Climatisation – Désenfumage  
Lot 14 : Plomberie  
Lot 15 : Électricité (courant fort - courant faible)  
Lot 16 : Photovoltaïque  
Lot 17 : Aménagements paysagers – Espaces verts  
Lot 18 : Clôtures et habillages bois extérieurs

### 1.4 Décomposition en tranche

☐ OUI ☒ NON

### 1.5 Phasage

☐ OUI ☒ NON

## ARTICLE 2. DEFINITIONS

Application de l'article 2 du CCAG-TVX.

## ARTICLE 3. OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES

### 3.1 Forme des notifications et informations

Application de l'article 3.1 du CCAG-TVX.

### 3.2 Modalités de computation des délais d'exécution des prestations

Application de l'article 3.2 du CCAG-TVX.

### 3.3 Représentation du maître d'ouvrage

Application de l'article 3.3 du CCAG-TVX.

En complément :

MAITRE D'OUVRAGE	L'Etablissement Public de Santé Mentale de Vendée Centre Hospitalier Georges Mazurelle 85000 La Roche-sur-Yon  Représenté par : Monsieur P. PARET Directeur Général
NANTISSEMENT	Personne habilitée à fournir au bénéficiaire du nantissement les renseignements prévus à l'article R2191-59 du code de la commande publique <input checked="" type="checkbox"/> Monsieur le Directeur de l'Etablissement Public de Santé Mentale Mazurelle
CONDUITE D'OPERATION	Direction des services Economiques, Logistiques et Techniques, et du Patrimoine, Service Travaux du Centre Hospitalier Georges Mazurelle. Tél : 02.51.09.71.71 Mail : <a href="mailto:travaux@ch-mazurelle.fr">travaux@ch-mazurelle.fr</a>  Assistée par A2MO, 17 Bd de Berlin 44000 NANTES En la personne de Jean LAIDIN – Tél : 06 46 90 09 67 – <a href="mailto:j.laidin@a2mo.fr">j.laidin@a2mo.fr</a>

### 3.4 Représentation du titulaire et obligations d'information relatives au titulaire

Application de l'article 3.4 du CCAG-TVX.

### 3.5 Groupement d'opérateurs économiques

Application de l'article 3.5 du CCAG-TVX.

Le mandataire du groupement est désigné à l'acte d'engagement.

**En complément :** En cas de groupement conjoint d'entreprises, le mandataire est solidaire de chacun des autres opérateurs du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du représentant du maître d'ouvrage jusqu'à la date d'expiration du délai de garantie

### 3.6 Sous-traitance

Application de l'art 3.6 du CCAG-TVX

**En complément :** L'acte spécial de demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement est établi conformément au modèle DC4 et doit être remis signé conjointement par le sous-traitant et par le titulaire. Dans cette déclaration, il est demandé à ce que les travaux sous-traités soient présentés selon la même décomposition que celle du titulaire et libellés de manière suffisamment explicite pour identifier clairement les travaux effectués par le sous-traitant.

Si l'opérateur qui sous-traite est un cotraitant, l'acte spécial est également contresigné par le mandataire du groupement.

### 3.7 Bons de commande

Application de l'art 3.7 du CCAG-TVX.

### 3.8 Ordres de service

**Application** de l'article 3.8 du CCAG-TVX, sous réserve de la dérogation ci-après :

**Par dérogation à l'article 3.8.1 du CCAG-TVX**, les ordres de service d'affermissement (si tranches optionnelles), les ordres de services précisant la date de démarrage du délai global d'exécution des travaux (période de préparation incluse) et les ordres de service pour lever des prestations supplémentaires éventuelles en cours d'exécution sont cosignés par le maître d'ouvrage.

Pour l'application du deuxième alinéa de l'article 3.8.1 du CCAG Travaux, le processus d'élaboration de cette décision et de l'ordre de service associé est le suivant :

- le maître d'œuvre modifie, en tant que de besoin, le dossier d'études de projet afin d'intégrer les conséquences de la demande de modification,
- après consultation de l'entreprise (demande de devis), le maître d'œuvre vérifie et si nécessaire corrige les devis de travaux modificatifs établis, à sa demande ou à la demande du maître d'ouvrage, par l'entrepreneur, puis il transmet ces devis, éventuellement assortis des observations qu'il jugerait opportunes (justification de l'opportunité des travaux modificatifs), au conducteur de l'opération désigné à l'article 1.2.2 *supra*,
- le maître d'œuvre établit à l'attention du maître d'ouvrage une fiche de travaux modificatifs afin d'obtenir sa validation et afin qu'il décide du principe de réalisation des travaux modificatifs en fonction de leur incidence financière. Le chargé d'opération informe le maître d'œuvre de la suite réservée à la proposition modificative.
- le maître d'œuvre établit, enregistre, signe et notifie la décision de réalisation des travaux modificatifs et le prix global et forfaitaire correspondant à l'entrepreneur par ordre de service. Cette modification peut être directement prescrite par une clause modificative en lieu et place de l'ordre de service.

### 3.9 Convocations du titulaire – Rendez-vous de chantier

**Application** de l'article 3.9 du CCAG-TVX.

**En complément** : Le titulaire est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier provoqués par le maître d'œuvre ou par le coordinateur OPC. Le titulaire peut déléguer une personne ayant pouvoir pour engager son entreprise et donner, sur le champ, les ordres nécessaires sur le chantier. Il est accompagné, s'il y a lieu, de ses sous-traitants.

De même, il est tenu de se rendre, en dehors des rendez-vous de chantier, dans les bureaux du maître d'œuvre ou sur le chantier toutes les fois qu'il en est requis.

Dans le cas d'un groupement, l'obligation ci-dessus s'applique au mandataire et à chacun de ses cotraitants.

Chaque rendez-vous de chantier fait l'objet d'un compte-rendu, faisant mention des présences, des absences, des convocations au rendez-vous suivant et sur lequel, suivant le cas, le maître d'œuvre ou le coordinateur OPC inscrit toutes instructions et observations ne faisant pas de sa part l'objet de notifications écrites par une voie différente.

Le titulaire est tenu, à chaque rendez-vous de chantier de notifier ses observations ou réserves éventuelles relatives au compte-rendu du rendez-vous précédent. Si aucune observation ou réserve n'est formulée, les instructions et observations figurant au compte-rendu sont réputées acceptées par le titulaire.

Les instructions portées par le maître d'œuvre sur les comptes rendus ont valeur d'ordre d'exécution.

Toutefois si ces instructions impliquent des dépenses, le titulaire établira un devis en plus ou moins-value qu'il soumettra au contrôle du maître d'œuvre qui demandera un accord au maître d'ouvrage avant réalisation des travaux.

Le compte-rendu sera adressé au titulaire après chaque rendez-vous de chantier.

### 3.10 Autres intervenants

**Application** de l'article 3.10 du CCAG-TVX.

**En complément** :

MAITRISE D'OEUVRE	<b>1er Contractant / Mandataire du groupement / Architecte</b> NOMADE architectes Adresse 18 rue Alfred Kastler 56000 VANNES  Téléphone 02 97 47 03 37 Contact principal (Responsable du marché) M. LE GARREC Vincent - Gérant associé Adresse mail <a href="mailto:Agence.ouest@nomade.info">Agence.ouest@nomade.info</a>
-------------------	--

	<p><b>2ème Contractant / BET environnemental</b>  AGI2D  Adresse 51, rue Paul Meurice  75020 Paris</p> <p>Téléphone 02 40 20 69 69  Contact principal (Responsable du marché)  Mme LEBRIS-CARDIEC Marie-Anne - Directrice  Adresse mail <a href="mailto:contact@agi2d.fr">contact@agi2d.fr</a></p> <p><b>3ème Contractant / BET TCE</b>  BERIM- Bretagne-Pays-de-la-Loire  Adresse Immeuble New Wave 51 rue Paul Meurice  75020 PARIS</p> <p>Téléphone 02 40 20 69 69  Contact principal (Responsable du marché)  M. BARBIER Jean - Directeur d'agence  Adresse mail <a href="mailto:berim.nantes@berim.fr">berim.nantes@berim.fr</a></p> <p><b>4ème Contractant / Acousticien</b>  AKOUSTIK INGENIERIE &amp; CONSEILS  Adresse 28 rue de Toufflers  Parc d'activités versant Nord-Est  59390 Lys-lez-Lannoy</p> <p>Téléphone 09 72 39 30 08  Contact principal (Responsable du marché)  M. FERREIRA Nicolas - Cogérant  Adresse mail <a href="mailto:contact@akoustik.net">contact@akoustik.net</a></p> <p><b>5ème Contractant / Paysagiste</b>  FAAR PAYSAGE  Adresse 11 Rue Péliisson  44000 NANTES</p> <p>Téléphone 02 51 82 08 82  Contact principal (Responsable du marché)  M. BEDIER Martin - Gérant  Adresse mail <a href="mailto:mbedier@faar-atelier.com">mbedier@faar-atelier.com</a></p>
OPC	<p>BERIM- Bretagne-Pays-de-la-Loire  Adresse Immeuble New Wave 51 rue Paul Meurice  75020 PARIS</p> <p>Téléphone 02 40 20 69 69  Contact principal (Responsable du marché)  M. BARBIER Jean - Directeur d'agence  Adresse mail <a href="mailto:berim.nantes@berim.fr">berim.nantes@berim.fr</a></p>

CONTROLE TECHNIQUE	<p>Groupe QUALICONULT 50 rue Jacques Yves Cousteau 85000 La Roche Sur Yon Tel : 02.51.13.90.13 E-mail : thomas.kuentz@qualiconsult.fr</p> <p>Missions :  <input checked="" type="checkbox"/> Les missions de base L (solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables) et S (conditions de sécurité des personnes dans les constructions)            Les missions complémentaires suivantes :  <input checked="" type="checkbox"/> P1 (solidité des éléments d'équipements non indissociablement liés)  <input type="checkbox"/> F (fonctionnement des installations)  <input type="checkbox"/> Ph (Isolation acoustique des bâtiments)  <input checked="" type="checkbox"/> Th (Isolation thermique et économies d'énergie) compris attestation finale  <input checked="" type="checkbox"/> Hand (accessibilité des constructions pour les personnes handicapées) compris attestation finale  <input checked="" type="checkbox"/> LE (solidité des existants)  <input type="checkbox"/> Av (stabilité des avoisinants)  <input type="checkbox"/> GTB (gestion technique du bâtiment)  <input type="checkbox"/> ENV (environnement)  <input type="checkbox"/> HYS (hygiène et santé dans les bâtiments)  <input type="checkbox"/> CO (coordination des missions de contrôle)            Les remarques formulées au cours du chantier par le contrôleur technique devront être observées et ne pourront faire l'objet d'une majoration des coûts.  <input checked="" type="checkbox"/> VIE (vérification initiale électrique)</p>
CSPS	<p>ATAE D160 La Chauvinière 85000 LA ROCHE SUR YON Tél : 02.51.71.93.30 E-mail : <a href="mailto:frouille@atae.fr">frouille@atae.fr</a></p>
COORDINATION SSI	<p>BERIM- Bretagne-Pays-de-la-Loire Adresse Immeuble New Wave 51 rue Paul Meurice 75020 PARIS</p> <p>Téléphone 02 40 20 69 69 Contact principal (Responsable du marché) M. BARBIER Jean - Directeur d'agence Adresse mail <a href="mailto:berim.nantes@berim.fr">berim.nantes@berim.fr</a></p>

### 3.11 Qualification de la main d'œuvre employée

Le titulaire devra employer sur le chantier une main d'œuvre possédant la qualification correspondant à la catégorie de travaux qui lui est confiée.

Sur requête du maître d'œuvre, le titulaire sera tenu de présenter les pièces attestant de la qualification des personnes employées sur le chantier.

Il devra avoir en permanence sur le chantier un représentant qualifié désigné comme chef de chantier, capable d'assurer l'encadrement de son personnel ouvrier, de ses sous-traitants éventuels et la bonne exécution des travaux.

A la demande du maître d'œuvre, le titulaire devra remplacer la main d'œuvre jugée insuffisamment qualifiée sans que ceci ne l'autorise à bénéficier d'un allongement des délais contractuels.

Le titulaire devra satisfaire aux demandes analogues formulées par le maître d'ouvrage.



### 3.12 Egalité, laïcité et neutralité

Le titulaire assure le respect du principe d'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité du service public. Il veille à ce que ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité. En premier lieu, ces personnels s'abstiennent de manifester leurs appartenances ou convictions politiques ou religieuses, tant en arborant des signes ou tenues manifestant ostensiblement de telles appartenances ou convictions, qu'en se livrant à des comportements révélant ces appartenances ou convictions. Ils s'abstiennent également de faire état d'opinions de nature politique ou religieuse dans le cadre des contacts directs ou indirects avec les usagers ou les tiers, et ne peuvent notamment se livrer à des actes de provocation ou de prosélytisme. En deuxième lieu, ces personnels s'acquittent de leurs obligations dans le respect de l'égalité de traitement entre les usagers. En dernier lieu, ils respectent la liberté de conscience et la dignité des usagers et des tiers. Le maître d'ouvrage est informé, à cette fin, des mesures mises en œuvre par le titulaire pour assurer le respect de ces obligations ainsi que des mesures prévues pour remédier aux éventuels manquements.

Le titulaire du contrat veille à ce que toute personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public, notamment ses sous-traitants, s'assure du respect de l'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité par ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de direction. Il s'assure à cet effet que les contrats de sous-traitance comportent les clauses nécessaires au respect de ces obligations. Ces contrats sont communiqués par le titulaire au maître d'ouvrage lors des demandes d'acceptation d'un sous-traitant ou d'un sous-concessionnaire ayant pour objet l'exécution de tout ou partie du service public.

Le titulaire veille à informer les usagers des dispositifs leur permettant de signaler tout manquement aux principes d'égalité, de neutralité et de laïcité constaté au cours de l'exécution du service public. Ces informations doivent s'accompagner des coordonnées du service référent du maître d'ouvrage.

Ce dernier informe le titulaire, sans délai, de tout manquement aux principes d'égalité, de neutralité et de laïcité signalé par les usagers ou par toutes autres personnes.

Le maître d'ouvrage est informé, sans délai, de tout manquement aux principes d'égalité, de neutralité et de laïcité constaté par le titulaire ainsi que des mesures qui ont été prises pour y remédier.

Les mesures préventives et correctives destinées à assurer l'application des principes de laïcité et de neutralité font l'objet d'un suivi par le titulaire en lien avec les services du maître d'ouvrage.

Ce suivi peut prendre notamment la forme :

- d'un rapport du titulaire suite à ses actions correctives visant à remédier à un manquement aux principes de laïcité et de neutralité ;
- de réunions organisées entre l'acheteur et le titulaire, qui peuvent avoir pour objet de définir de mesures préventives ou correctives et/ou les modalités de suivi de ces mesures ;
- d'inspections ponctuelles sur pièces et sur place à l'initiative de l'acheteur.

## ARTICLE 4. PIÈCES CONTRACTUELLES

### 4.1 Définitions et ordre de priorité

**Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG TVX**, les pièces contractuelles du marché sont, par ordre de priorité décroissant :

1. L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi et ses éventuelles annexes ;
2. Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi et ses éventuelles annexes ;
3. Le cahier des clauses techniques communes (C.C.T.C.)
4. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi et ses éventuelles annexes ;
5. Le calendrier détaillé d'exécution des travaux (Calendrier) établi conformément aux dispositions de l'article 28.2 du CCAG-TRAVAUX et comportant les dates de début et de fin des travaux ;
6. Le cahier des clauses administratives générales (CCAG-TVX) applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
7. Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable au marché ou à chaque lot. ;
8. Le Plan Général de Coordination ;
9. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs ;
10. Les plans, carnets de détails et documents graphiques (Plans, Etc) ;
11. Le mémoire ou l'offre technique du titulaire et les réponses éventuellement apportées aux questions posées par le candidat durant la consultation ;

12. La décomposition du prix global forfaitaire ou le devis quantitatif ; Celle-ci ne sera considéré que pour la détermination des prix unitaires servant au règlement des situations mensuelles d'acomptes et de travaux supplémentaires régulièrement commandés par le Maître de l'Ouvrage. Il ne pourra donc servir à donner quelque indication contractuelle que ce soit sur les quantités ou sur la nature d'ouvrages et de fournitures à exécuter par le titulaire (DPGF/devis).
13. Le cahier des charges fonctionnel du S.S.I
14. Le rapport initial du bureau de contrôle technique (Rapport contrôle technique) ;
15. Les rapports géotechniques, acoustique et de structures (rapports techniques) ;
  - La charte chantier propre
  - La notice environnementale.
  - La notice acoustique
  - Les comptes rendus de chantier établis par la maîtrise d'œuvre postérieurement à la notification du marché ;
  - les comptes rendus établis par le coordonnateur OPC postérieurement à la notification du marché ;

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) unique, commun, et/ou propre à chaque lot.

Les travaux seront exécutés jusqu'au parfait achèvement de l'ouvrage, et en conformité avec les règles de l'art, les normes, DTU et du cahier des prescriptions communes applicables aux marchés des travaux du bâtiment.

Les pièces générales ne sont pas jointes au dossier, le titulaire étant censé les connaître.

En cours d'exécution, les pièces sont susceptibles d'être modifiées par acte modificatif. Les dispositions modifiées prévalent, sauf dispositions contraires de l'acte, sur les dispositions initiales.

## **4.2 Pièces à remettre au titulaire – Cession ou nantissement des créances**

**Application** de l'article 4.2 du CCAG-TVX.

### **ARTICLE 5. CONFIDENTIALITE - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES – MESURES DE SECURITE**

#### **5.1 Obligation de confidentialité**

**Application** de l'article 5.1 du CCAG-TVX.

#### **5.2 Protection des données à caractère personnel**

**Application** de l'article 5.2 du CCAG-TVX.

**En complément** : La politique de protection des données est définie sur le site internet de l'établissement :

EPSM Georges Mazurelle : <https://www.ch-mazurelle.fr/politique-de-protection-des-donnees-a-caractere-personnel-et-cookies/>

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant des données à caractère personnel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers non autorisé. Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel et le règlement (UE) 2016/679 sur la protection des données du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, en vigueur depuis le 25 mai 2018.

Les données personnelles communiquées dans les documents contractuels seront essentiellement utilisées pour assurer le traitement des candidatures. Elles seront conservées ensuite dans un fichier informatisé strictement accessible au seul personnel de notre administration.

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données personnelles auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat et s'engage à :

- les traiter conformément à l'usage prévu au contrat ;
- les traiter selon les instructions du donneur d'ordre ;
- garantir leur confidentialité ;
- limiter l'accès aux seules personnes autorisées à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation de publication des données essentielles des marchés publics conformément à l'article R.2196-1 du code de la commande publique)
- signaler toute violation de ces règles auprès de l'acheteur et de la CNIL.

Pour assurer cette protection, le maître d'ouvrage s'engage à mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires et appropriées. Le titulaire du marché devra respecter de proportionnalité, de minimisation (réduire au maximum la quantité de données traitées dès le départ) et de limitation de la conservation des données, assurant ainsi que seules les données pertinentes définies par le maître d'ouvrage seront traitées au sein de l'offre au regard des objectifs poursuivis et sous le contrôle des seules personnes habilitées. Ces obligations s'appliquent à chaque membre du groupement et à chaque sous-traitant.

☒ Le marché ne fait pas l'objet d'un traitement mis en œuvre par le titulaire pour le compte du maître d'ouvrage.

☐ Le marché fait l'objet d'un traitement mis en œuvre par le titulaire pour le compte du maître d'ouvrage et dont les modalités figurent en annexe x – Protection des données personnelles.

### **5.3 Mesures de sécurité**

**Application** de l'article 5.3 du CCAG-TVX.

### **5.4 Information des sous-traitants**

**Application** de l'article 5.4 du CCAG-TVX.

## **ARTICLE 6. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL**

### **6.1 Obligations**

**Application** de l'article 6 du CCAG-TVX.

**En complément et en application** de l'article 6 du CCAG Travaux, le titulaire est tenu au respect :

- Des huit conventions fondamentales de l'OIT sur les droits de l'Homme au travail ;
- De la loi n° 2017-399 du 27 mars 2017 relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre, dans le cas où le titulaire est une entreprise ciblée par la loi concernée ;
- Les principes directeurs des Nations unies « Droits de l'Homme et entreprises » ;
- L'article L.2112-3 du code de la commande publique.

A ce titre, et sur simple demande du maître d'ouvrage, le titulaire est tenu de communiquer :

- Soit son plan de vigilance et le rapport de suivi et de mis en œuvre dans le cas où le titulaire est soumis à la loi n° 2017-399 susmentionnée ;
- Soit sa démarche en matière de prévention et de gestion des risques d'atteinte aux droits de l'homme dans ses chaînes d'approvisionnement mobilisées dans le cadre du marché
- Les moyens de preuve à l'appui des actions présentées au titre de sa démarche de vigilance, le cas échéant.

Le titulaire s'engage à faire part au maître d'ouvrage de toute difficulté rencontrée pour la bonne exécution de la présente clause.

### **6.2 Attestations relatives à la réglementation du travail**

Le titulaire s'engage à remettre au maître d'ouvrage, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents suivants :

- L'attestation de fourniture de déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de 6 mois, dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale ;
- Lorsque le titulaire est établi ou domicilié à l'Etranger, une attestation sur l'honneur du respect des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail lorsque ces conventions ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où la main d'œuvre est employée, conformément aux dispositions de l'article 6.1. du CCAG Travaux.

Les éventuels sous-traitants du titulaire s'obligent à fournir les mêmes attestations.

A défaut de production de l'une ou l'autre de ces attestations, le marché peut être résilié aux torts du titulaire après mise en demeure restée infructueuse, à moins qu'il ne soit décidé d'en poursuivre l'exécution à ses frais et risques conformément aux dispositions de l'article 48 du CCAG-Travaux.

### 6.3 Dérogations

Application de l'article 6.3 du CCAG-TVX.

### 6.4 Sous-traitance

Application de l'article 6.4 du CCAG-TVX.

## ARTICLE 7. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SECURITE ET SANTE

Application de l'article 7 du CCAG-TVX.

## ARTICLE 8. ASSURANCES

### 8.1 Assurances du titulaire

#### 8.1.1. Assurance de responsabilité civile professionnelle

Application de l'article 8.1.1 du CCAG-TVX.

**En complément :** Le titulaire, ainsi que ses sous-traitants, est tenu de souscrire une police d'assurance de responsabilité civile générale et professionnelle couvrant toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité qu'il est susceptible d'encourir vis à vis des tiers et du Maître d'Ouvrage, à propos de tous dommages corporels, matériels et immatériels pouvant survenir tant pendant la période de construction qu'après l'achèvement des travaux.

Il appartient au titulaire de souscrire des montants de garanties à la hauteur des responsabilités qu'il considère encourir.

Les garanties devront être étendues aux risques de pollution accidentelle ou non, et de toute atteinte à l'environnement.

Dans l'hypothèse d'une dévolution des travaux à un ou plusieurs groupements, chaque mandataire de groupement devra justifier d'une couverture supplémentaire quant à sa qualité de mandataire commun.

L'attestation d'assurance correspondant aux critères définis ci-dessus, comporte les informations précises suivantes :

- identité de la compagnie d'assurance,
- numéros de police
- date d'effet, période de validité,
- activités assurées en référence aux prestations relevant du marché dont il est titulaire avec extension le cas échéant, à la qualité de mandataire commun.
- montants des garanties accordées par nature.

Ce document devra être établi, daté et signé par la Compagnie d'assurance du titulaire.

En cas de couverture insuffisante, le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de la part de l'entrepreneur la souscription d'une assurance complémentaire.

#### 8.1.2. Assurance de responsabilité civile décennale

Application de l'article 8.1.2 du CCAG-TVX.

**En complément :** Le titulaire, y compris pour les prestations sous-traitées, ainsi que ses sous-traitants, est tenu de souscrire, pour l'objet de son intervention, une police d'assurance de responsabilité civile décennale.

L'attestation d'assurance correspondante doit être valide à la date d'ouverture de chantier et comporte les informations précises suivantes :

- Identité de la compagnie d'assurance,
- Numéros de police
- Date d'effet, période de validité,
- Activités assurées en référence aux prestations relevant du marché dont il est titulaire,
- Garantie légale à propos des ouvrages de bâtiment pour les entreprises titulaires,
- Garantie de base relative aux désordres de la nature de ceux dont sont responsables les constructeurs au sens des articles 1792 et 1792.2 du Code Civil accordée selon le régime de la capitalisation pour les entreprises sous-traitantes,
- Montants des garanties légales accordées par nature.

Cette attestation devra être impérativement établie, datée et signée par la compagnie d'assurance de l'entrepreneur.

Tout entrepreneur, qui, dans le cadre de la réalisation de ses travaux, met en œuvre des procédés et/ou des matériaux non traditionnels ou de technique non courante, devra fournir une attestation d'assurance décennale spécifique mentionnant expressément la couverture des ouvrages tels que réalisés.

Les fabricants soumis à la loi n°78-12 du 4 janvier 1978 devront avoir souscrit une police d'assurance couvrant leur responsabilité en vertu de l'article 1792-4 du Code Civil.

En cas de couverture insuffisante, le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exiger de la part de l'entrepreneur la souscription d'une assurance complémentaire.

Pour les ouvrages de construction non soumis à l'obligation légale d'assurance, mentionnés à l'article L. 243-1-1 du code des assurances, le titulaire doit contracter une assurance de responsabilité décennale :

☐ OUI ☐ NON

### 8.1.3. Attestations d'assurance

**Application** de l'article 8.1.3 du CCAG-TVX, sous réserve des dérogations ci-après :

Pour justifier des assurances, le titulaire fournit les attestations d'assurance correspondantes :

- ☐ Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution  
☒ Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG-Travaux, avant la notification du marché.

## 8.2 Assurances du maître d'ouvrage

ASSURANCE TOUS RISQUES CHANTIER	Le maître d'ouvrage souscrit une assurance Tous Risques Chantier pour l'opération : <input checked="" type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> NE SAIT PAS
ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES (1)	Le maître d'ouvrage souscrit une assurance Dommages-Ouvrages pour l'opération : <input checked="" type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> NE SAIT PAS
CONTRAT COLLECTIF DE RESPONSABILITE DECENNALE (2)	Le maître d'ouvrage prévoit la souscription d'un contrat d'assurance collectif de responsabilité décennale (CCRD) : <input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON

#### - (1) Assurance Dommages-ouvrages :

A cette fin le titulaire fournit les attestations visées à l'article 8.1.3 confirmant la souscription des garanties exigées. Le titulaire remet également au maître d'ouvrage les attestations de chaque sous-traitant confirmant le maintien des garanties dans le temps jusqu'à expiration des délais de prescription des articles 2270 et 2270-2 du Code Civil. Dans le cas où l'entrepreneur ne disposerait pas de couverture suffisante ou valide pour l'objet de son intervention, toute cotisation supplémentaire réglée par le maître d'ouvrage au titre de la police Dommages Ouvrage sera facturée sans délai au titulaire concerné.

#### - (2) Contrat collectif de responsabilité décennale.

Ce contrat d'assurance collectif a pour objet de compléter les garanties d'assurance de responsabilité décennale apportées par les contrats d'assurance souscrits par chacun des intervenants à l'opération, dans les conditions définies aux articles R. 243-1, R. 243-2 et R. 243-3 du Code des assurances.

Le paiement de la prime d'assurance sera fait soit directement par le maître d'ouvrage, sans aucune retenue au titulaire, soit directement par le titulaire sans aucune participation financière des autres constructeurs.

## CHAPITRE 2 : PRIX ET REGLEMENT

### ARTICLE 9. CONTENU ET CARACTERE DES PRIX

#### 9.1 Contenu des prix

Application de l'article 9.1 du CCAG-TVX, sous réserve des dérogations ci-après :

**En complément :**

Avertissement : Les pièces constitutives du marché renseignent le titulaire sur la nature des travaux à effectuer, sur leur volume, leurs dimensions et leurs emplacements mais cette description n'a pas de caractère limitatif, l'entrepreneur devant exécuter comme étant compris dans son prix, sans exception, tous les travaux qui sont indispensables pour l'achèvement complet des travaux, conformément aux règles de l'art.

Il ne pourra pas refuser d'exécuter une prestation au seul motif qu'il ne l'aura pas chiffrée dans son devis.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux conformément à l'article 9.1 du CCAG Travaux.

En particulier, il est réputé, avant la remise de son offre :

- avoir eu toute liberté pour faire les recherches qui lui semblaient utiles pour la reconnaissance des ouvrages existants.
- avoir pris connaissance des lieux ainsi que de l'ensemble des sujétions et difficultés inhérentes au chantier, à ses accès et à son environnement.
- avoir pris connaissance de tous les plans et documents nécessaires à la réalisation des travaux et demandé tous renseignements utiles en relation avec l'exécution des travaux.
- avoir vérifié les quantités portées sur le cadre de décomposition du prix global forfaitaire qui lui a été remis.

Il ne pourra se prévaloir lors de l'exécution des travaux d'aucune indemnité en raison de la méconnaissance des lieux, des ouvrages existants ou à réaliser, ainsi que d'erreurs sur les quantités.

Outre les dépenses mises à la charge du titulaire par les différents articles du CCAG Travaux (notamment par les articles 9.1, 31.1., 31.4, 35.1 et 37.1 du CCAG Travaux), sont réputées couvertes par les prix les dépenses suivantes :

- quand il est ordonné, constat contradictoire d'huissier de l'état existant du site vis à vis des tiers, dès la prise de possession des lieux,
- frais liés au remplacement de tout matériel dérobé,
- temps de présence du titulaire pour les réunions de chantier, ainsi que les réunions de préparation du chantier.
- Les dépenses liées aux installations de chantier suivant les conditions fixées à l'article 31 des CGA et l'annexe 1 au CCAP.

**Par dérogation à l'article 9.1 du CCAG-TVX**, le marché prévoit que les sujétions suivantes ne sont pas couvertes par les prix :

Sans objet

**Par dérogation à l'article 9.1.1 du CCAG Travaux**, les prix sont indiqués dans le marché hors taxe sur la valeur ajoutée et toutes taxes comprises. Le taux de TVA est donné à titre indicatif, le règlement s'effectuant au taux en vigueur à la date du fait générateur.

Pour les travaux pouvant bénéficier d'un taux de TVA réduit et faisant l'objet de sous-traitance :

Les travaux réalisés en sous-traitance ne peuvent pas bénéficier des taux réduits. Dans ce cas, le sous-traitant facture au taux normal et le titulaire facture l'ensemble des travaux au taux réduit.

Le **sous-traitant** ne facture pas la TVA à l'entreprise preneuse, en revanche il doit indiquer la mention « **autoliquidation** » sur le DC4 et la facture. C'est à l'**entreprise preneuse** d'autoliquider la TVA, c'est-à-dire qu'elle **verse directement la TVA à l'administration fiscale**. En revanche, elle facture la TVA au maître d'ouvrage.

Si le sous-traitant bénéficie de la franchise en base de TVA (un autoentrepreneur, par exemple), sa prestation n'est pas soumise à la TVA. Dès lors, aucune TVA n'est due et l'entrepreneur principal n'a pas à collecter la TVA au titre de la prestation sous-traitée.

#### 9.2 Distinction entre prix forfaitaires et prix unitaires

Application de l'article 9.2 du CCAG-TVX.

**Les prix du marché sont :**

☐ Unitaires    ☒ Forfaitaires    ☐ Mixtes

### 9.3 Décomposition et sous-détails de prix

**Application** de l'article 9.3 du CCAG-TVX, sauf dérogation ci-après :

**Par dérogation à l'article 9.3.2 du CCAG Travaux**, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de demander les pourcentages de ces prix correspondant aux frais généraux, impôts et taxes par ordre de service.

En complément :

A noter que les prix unitaires du DPGF servent de référence pour le règlement des travaux modificatifs éventuels.

Le titulaire est réputé s'être assuré de la justesse du quantitatif avant la remise de son offre, aucune réclamation de sa part ne pouvant être prise en compte après la signature du marché.

### 9.4 Variation dans les prix

Les prix du marché sont :

☒ Révisibles    ☐ Fermes actualisables    ☐ Fermes non actualisables

**Application** de l'article 9.4 du CCAG-TVX **sous réserve des dérogations ci-après :**

**Par dérogation à l'article 9.4.2 du CCAG-TVX**, lorsque la procédure de passation a donné lieu à une négociation ou un dialogue compétitif, la date à prendre en compte est la date de remise de l'offre finale par le titulaire, sauf si le prix n'a pas fait l'objet de négociation.

**En complément :** Si des prix nouveaux devaient être intégrés au marché par voie d'acte modificatif :

Si le titulaire propose des prix nouveaux **qui ne sont pas établis sur la base des conditions économiques applicables aux prix initiaux**, l'acte modificatif précise si :

- Le maître d'ouvrage applique à ces prix nouveaux, avant conclusion de l'acte modificatif, une formule de révision « inversée » permettant de rétablir ces conditions économiques (référence : indices publiés le mois d'établissement du devis).
- Par dérogation au CCAP, ces nouveaux prix sont fermes.
- Les nouveaux prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au moment de l'établissement du devis ayant service de base à la rédaction de l'acte modificatif. Les indices ou index de référence à prendre en compte pour la révision de ces nouveaux prix sont donc les indices ou index de référence publiés à la date d'établissement du devis. Les autres prix restent révisibles selon les modalités fixées dans le CCAP.

A défaut de précision dans le devis servant de base à la rédaction de l'acte modificatif :

- Tout prix nouveau sera considéré ayant été établi sur la base des conditions économiques en vigueur au moment de l'établissement du devis.
- Tout prix identique à ceux figurant dans le DPGF ou devis initial (ex : avenant portant sur l'augmentation des quantités) sera considéré comme établi sur la base des conditions économiques applicables aux prix initiaux.

Le titulaire qui applique la formule de variation à ses prix joint à sa demande d'acompte un état liquidatif des révisions, établi librement ou suivant modèle transmis par le maître d'ouvrage

Si les modalités ne sont pas respectées, la demande d'acompte est rejetée.

Si les modalités sont respectées, la demande donne lieu à établissement d'un état d'acompte dans les conditions prévues à l'article 12 du CCAG et des CGA.

Les prix sont révisés selon une périodicité :

☐ mensuelle    ☐ trimestrielle    ☐ annuelle    ☒ à chaque facture/demande d'acompte

Par application de la formule suivante :

Prix révisé = 0.15 + 0.85 (indices ou index à la date de début d'exécution des prestations – 3 mois) / (indices ou index de la date de fixation de prix dans l'offre).

Index de référence :

Lot	Désignation	Index de référence I
Lot n°01	VRD	TP 01
Lot n°02	Gros œuvre - Charpente	BT 01
Lot n°03	Etanchéité	BT53
Lot n°04	Couverture métallique	BT34
Lot n°05	Façade	BT01
Lot n°06	Menuiseries extérieures – Protections solaires	BT43
Lot n°07	Serrurerie - Métallerie	BT42
Lot n°08	Faux-plafonds – Doublage - Cloison	BT08
Lot n°09	Menuiseries intérieures	BT18a
Lot n°10	Revêtement de sol	18% BT09+ 82% BT10
Lot n°11	Peinture	BT46
Lot n°12	Ascenseur	BT48
Lot n°13	Chauffage Ventilation Climatisation Désenfumage	60 %BT 41 + 40%BT 40
Lot n°14	Plomberie	BT38
Lot n°15	Electricité (courant fort – courant faible)	BT47
Lot n°16	Photovoltaïque	BT47
Lot n°17	Aménagements paysagers – Espaces verts	EV 3
Lot n°18	Clôtures et habillages bois extérieurs	BT54

Source INSEE

Lorsque la valeur du ou des indices, permettant le calcul de l'index de référence Im-3, n'est pas connue lors de la remise du projet d'acompte correspondant :

- ☐ La révision est effectuée de manière définitive sur le dernier indice connu
- ☒ Il est procédé à une révision provisoire sur la base de la dernière valeur du ou des indices publiées.

Dans ce cas, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive qui intervient sur le premier acompte suivant la parution de la valeur du ou des indices correspondants.

## 9.5 Certificats d'Economie d'Energie

- ☒ Les travaux ne sont pas éligibles au CEE

### ARTICLE 10. REMUNERATION DU TITULAIRE ET DES SOUS-TRAITANTS

#### 10.1 Avances

**Application** de l'article 10.1 du CCAG-TVX.

**En complément** : Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, le versement d'une avance sera effectué en application de l'article 10.1 - option A du CCAG Travaux : taux de 20% pour les PME et taux de 5% hors PME).



## 10.2 Règlement des comptes

Application de l'article 10.2 du CCAG-TVX sous réserve des éventuelles dérogations suivantes :

☒ En application de l'article 10.2 du CCAG-Travaux, le règlement des comptes du marché se fait par des acomptes mensuels et un solde.

## 10.3 Prix des travaux

Application de l'article 10.3 du CCAG-TVX

## 10.4 Approvisionnements

Application de l'article 10.4 du CCAG-TVX sous réserve des dérogations ci-après :

☒ En application de l'article 10.4 du CCAG-TVX, les acomptes peuvent comprendre, s'il y a lieu, une part correspondant aux approvisionnements constitués sur site en vue des travaux

☐ Par dérogation à l'article 10.4 du CCAG-TVX, les acomptes ne peuvent pas comprendre, une part correspondant aux approvisionnements constitués en vue des travaux

## 10.5 Actualisation ou révision des prix

Application de l'article 10.5 du CCAG-TVX.

## 10.6 Rémunération en cas de tranches optionnelles

Application de l'article 10.6 du CCAG-TVX.

**En complément :** Le marché ne fixe aucune indemnité d'attente ou de dédit.

## 10.7 Rémunération en cas de groupement d'opérateurs économiques

Application de l'article 10.7 du CCAG-TVX.

**En complément :** Le règlement des sommes dues aux cotraitants groupés est effectué conformément à l'article 10.7 du CCAG Travaux.

En cas de groupement solidaire, l'acte d'engagement indique si le paiement est effectué sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou solidaire. A défaut d'indication, le paiement sera individualisé conformément à l'article 10.7 du CCAG Travaux.

Dans le cas d'un paiement individualisé, le mandataire indique sur son projet de décompte la somme à régler par le maître d'ouvrage à chaque cotraitant concerné.

La signature, par le titulaire mandataire, du projet de décompte vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer directement à chaque cotraitant compte-tenu des modalités de répartition des paiements prévus à l'acte d'engagement.

## 10.8 Rémunération de sous-traitants payés directement

Application de l'article 10.8 du CCAG-TVX.

**En complément :** Le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au titulaire du marché, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la date de réception ou du récépissé mentionné ci-dessus pour donner son accord ou notifier un refus d'une part au sous-traitant et d'autre part au maître d'ouvrage.

Lorsque le sous-traitant a obtenu la preuve ou le récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande de paiement dans les conditions mentionnées ci-dessus ou qu'il dispose de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le titulaire, le sous-traitant adresse sa demande de paiement au maître d'ouvrage accompagnée de cette preuve, du récépissé ou de l'avis postal.

Le maître d'ouvrage adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant. Lorsque le sous-traitant utilise le portail public de facturation CHORUS, il y dépose sa demande de paiement sans autre formalité. Le titulaire dispose de quinze jours à compter de la date de dépôt du sous-traitant pour formuler son acceptation ou son refus.

## ARTICLE 11. CONSTATATIONS ET CONSTATS CONTRADICTOIRES

Application de l'article 11 du CCAG-TVX.

## **ARTICLE 12. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES**

### **12.1 Demandes de paiement mensuelles**

Application de l'article 12.1 du CCAG-TVX.

### **12.2 Acomptes mensuels**

Application de l'article 12.2 du CCAG-TVX.

L'article 44.5 précise si une retenue de garantie est appliquée.

### **12.3 Demande de paiement finale**

Application de l'article 12.3 du CCAG-TVX **sous réserve des dérogations ci-après** :

**Par dérogation à l'article 12.3.1 du CCAG-TVX**, en cas de travaux allotis, le titulaire pourra établir son projet de décompte final postérieurement au projet de décompte mensuel afférent au dernier mois d'exécution des travaux de son lot.

**Par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG-TVX**, s'il est fait application de l'article 41.6 du CCAG-TVX, la date de notification du procès-verbal constatant l'exécution des travaux visés à cet article est la date retenue comme point de départ des délais impartis au titulaire pour notifier son projet de décompte final.

Si les réserves visées aux articles 41.5 et 41.6 du CCAG-TVX ne sont pas levées à l'issue du délai imparti au titulaire, prolongé le cas échéant, le maître d'ouvrage pourra, s'il décide d'une réfaction ou d'une exécution aux frais et risques du titulaire en application de l'article 41 des CGA, autoriser le titulaire à présenter son projet de décompte final.

#### **En complément,**

Les décomptes et états d'acompte sont établis :

☒ Suivant un format librement choisi par le titulaire

☐ Suivant le modèle remis par le maître d'ouvrage au début du chantier.

Le titulaire établira son projet de décompte afférent au dernier mois d'exécution des travaux, en plafonnant à 98% (limité à 10 000 € HT) son avancement. La libération des sommes ainsi bloquées sera réalisée comme suit :

- 1% levée des réserves compris DOE
- 1% DGD

### **12.4 Décompte général définitif - solde**

Application de l'article 12.4.2 du CCAG-TVX, **sous réserve des dérogations ci-après** :

**Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG Travaux**, si les sommes correspondant aux réserves non levées ou relatives à des prestations faisant l'objet d'un litige ou d'une réclamation susceptible de concerner le titulaire ne font pas l'objet d'un chiffrage détaillé dans documents constitutifs du marché, le maître d'œuvre pourra évaluer le montant et le déduire dans le décompte général sous forme de réfaction.

#### **En complément,**

Le Décompte général ne sera traité qu'après présentation, par le titulaire, du quitus du compte prorata.

### **12.5 Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques**

Application de l'article 12.5 du CCAG-TVX.

**En complément** : La signature, par le titulaire mandataire, du projet de décompte vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer directement à chaque cotraitant compte-tenu des modalités de répartition des paiements prévus à l'acte d'engagement.

### **12.6 Facturation électronique**

Application de l'article 12.6 du CCAG-TVX.

**En complément** : En application de l'article L. 2192-1 du code de la commande publique, le titulaire ainsi que ses sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures sous forme électronique.

#### **12.6.1. Dématérialisation des facturations – Service EDIFLEX**

Le Maître d'Ouvrage mettra en place un service électronique pour la gestion financière des différents marchés de cette opération = Service EDIFLEX / Edité par la société Epicture.

Ce service permettra l'échange dématérialisé des situations de travaux et de prestations intellectuelles entre les entreprises, la Maîtrise d'œuvre et le Maître d'ouvrage. Ce service sera interfacé avec Chorus portail Pro pour permettre de répondre aux obligations de transmission dématérialisée des factures, en application de l'article L2192-1 du Code de la Commande Publique.

Ce service concourt à la réalisation des missions et obligations de l'ensemble des intervenants de l'opération.

Le présent article fixe le cadre juridique à l'utilisation du service électronique de traitement, d'archivage et d'échange d'information EDIFLEX mis en œuvre pour la gestion des marchés de travaux par la société EPICTURE en accord avec le Maître d'ouvrage.

#### **12.6.2. Objectifs du service EDIFLEX :**

La mise en place de ce service d'échange électronique d'information entre les acteurs du chantier a pour but :

- De répondre à la contrainte réglementaire de la dématérialisation des facturations
- De mettre en place un circuit de validation en amont de Chorus Pro ; avec un dépôt automatisé
- D'optimiser le temps de validation des documents afin que le service financier du Maître d'ouvrage en dispose dans les meilleurs délais et que les entreprises connaissent aussitôt les montants acceptés en paiement,
- D'éviter les litiges ou retards :
  - En sécurisant le calcul des montants financiers (Respect des conditions financières des marchés et des règles en vigueur dans les marchés publics),
  - En standardisant la présentation des documents,
  - En permettant à chacun de suivre sur écran les documents qui le concernent dans la chaîne des intervenants,
- De réduire les coûts de gestion administrative des situations de travaux pour tous les acteurs.

#### **12.6.3. Parties concernées**

Sur leur terminal raccordé au service, les représentants des parties concernées, ci-après dénommés les abonnés, appliqueront les dispositions de fonctionnement du service Ediflex :

- Le Maître d'ouvrage,
- L'AMO
- L'OPC
- Les Maîtres d'œuvre
- Les entreprises titulaires d'un marché avec le Maître d'ouvrage
- Epicture
- SOLEO

#### **12.6.4. Rôle des abonnés**

Sur leur terminal raccordé au service, les représentants des parties concernées, ci-après dénommés les abonnés, gèrent les informations suivantes :

##### **L'AMO**

Il valide les DPGF des entreprises (Décompositions du Prix Global et Forfaitaire des marchés) ou les bordereaux de prix (marchés à prix unitaires) vérifiés par le Maître d'œuvre.

Administrateur du service EDIFLEX, il enregistre la fiche d'identité des intervenants et les valeurs des index de révision utilisés dans les marchés.

Responsable des marchés, il abonne les intervenants concernés puis enregistre les conditions financières des marchés des entreprises (marché initial, éventuels travaux modificatifs et sous-traitants en paiement direct).

Il vérifie les situations de travaux des entreprises après contrôle du Maître d'œuvre.

##### **Les Maîtres d'œuvre**

###### **1.1.Architecte mandataire**

En qualité de mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre, gère la répartition des couts éventuels de la solution Ediflex entre les cotraitants de son groupement.

Pour la facturation de son groupement, établit et valide les avancements ; valide les attestations de paiement direct.

Pour le suivi de la facturation des entreprises :

- Il vise pour accord les DPGF, les bordereaux de prix.
- Chaque mois, après contrôle de l'OPC, il vérifie les situations de travaux des entreprises

#### 1.2. Bureaux d'études

Pour le suivi de la facturation des entreprises et pour les lots dont il a la charge, dans le cadre de la répartition des rôles au sein du groupement de maîtrise d'œuvre.

- Il vérifie en début d'opération les DPGF et les bordereaux de prix.
- Chaque mois, après contrôle de l'OPC, il vérifie les situations de travaux des entreprises.

Le Pilote, chargé de la mission OPC

En début d'opération, il participe à l'élaboration des DPGF avec les entreprises

Chaque mois, il vérifie les avancements des situations de travaux des entreprises.

Les Entreprises titulaires des marchés

Elles consultent les conditions financières de leur marché puis enregistrent sur écran les DPGF (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire) ou les bordereaux de prix correspondant à leur corps d'état en accord avec le Maître d'œuvre, ceci pour son marché initial et les éventuels travaux modificatifs.

Elles présentent leurs situations par saisie des avancements de travaux et des montants à payer aux sous-traitants,

Si nécessaire elles signent les documents papier « Attestation de Paiement Direct » concernant les sous-traitants

Dans le cas d'un groupement conjoint,

- Chaque cotraitant dispose d'un accès au service.
- L'entreprise mandataire du groupement conjoint vérifie les situations présentées par ses cotraitants.

#### 12.6.5. Dates de saisie des données

- Saisie des marchés de l'entreprise par le Maître d'ouvrage dans les 10 jours suivant la notification des marchés ;
- Mise au point des DPGF de l'entreprise en liaison avec le Maître d'œuvre, puis saisie des DPGF dans les 25 jours suivant la notification du marché ;
- Situations de travaux :
  - L'entreprise les présente sur les écrans EDIFLEX suivant le calendrier établi par le Maître d'œuvre, et les autres dispositions du présent CCAP
  - Le Maître d'œuvre les vérifie sur EDIFLEX au plus tard à J+5
  - Le Maître d'Ouvrage les vérifie et émet son " avis d'intention de payer " puis transmet les pièces justificatives à son service financier pour mandatement dans un délai permettant un paiement à J+50.

#### 12.6.6. Gestion électronique et archivage des informations sur le serveur

Les situations d'honoraires et de travaux sont archivées sur le serveur EDIFLEX pendant toute la durée du chantier jusqu'à la date de fermeture du service définie à l'article suivant.

Les abonnés peuvent récupérer sur leur ordinateur les situations d'honoraires et de travaux archivées sur le centre serveur pour les éditer localement,

C'est la procédure utilisée pour éditer sur papier les pièces justificatives (situations de travaux et décompte général définitif (D.G.D.)), pièces qui doivent être archivées sur support papier par les intervenants concernés (entreprises, Maître d'ouvrage notamment) dans leur comptabilité selon les exigences légales.

### **12.6.7. Ouverture et fermeture du service**

Le service est ouvert à partir de la date de notification du marché de maîtrise d'œuvre.

L'accès au service EDIFLEX sera fermé lorsque le Maître d'ouvrage aura validé et édité les D.G.D. (Décomptes généraux définitifs) de tous les marchés et qu'il aura transféré les archives stockées sur le serveur EDIFLEX vers son ordinateur.

Cette date de fermeture du service EDIFLEX sera confirmée par courrier adressé par le Maître d'ouvrage à la société SOLEO.

Au-delà de cette fermeture du service, les informations ne seront plus disponibles sur le serveur EDIFLEX.

### **12.6.8. Codes d'accès et Formations**

- Mise en place du service / Phase études  
Les abonnés (maîtres d'œuvre et prestataires intellectuels) seront convoqués pour une séance de formation en ligne au service EDIFLEX (délai de convocation : 10 jours minimum).  
Cette formation « en ligne » se déroulera dans les locaux du maître d'ouvrage.  
Les modalités d'accès seront remises aux participants lors de la séance de formation.  
La confidentialité est garantie par le mot de passe que l'abonné peut changer à tout moment.
- Mise en place du service / Phase travaux  
Les abonnés (maîtres d'œuvre, OPC, entreprises) seront convoqués pour une séance de formation au service EDIFLEX (délai de convocation : 10 jours minimum).  
Cette formation se déroulera dans les locaux du maître d'ouvrage.  
La confidentialité est garantie par le mot de passe que l'abonné peut changer à tout moment.

### **12.6.9. Rôle des sociétés A2MO et SOLEO**

A2MO SAS assure une mission d'AMO (Assistance à Maîtrise d'Ouvrage) pour le compte du maître d'ouvrage.

A ce titre, A2MO :

- Conseille et assiste les Maîtres d'ouvrage pour la mise en place du service Ediflex pour répondre aux contraintes réglementaires de la dématérialisation.
- Assure l'intégration contractuelle du service Ediflex aux pièces des marchés des intervenants du projet
- Gère le paramétrage et l'administration fonctionnelle du chantier et des abonnés (entreprises, marchés et conditions financières / avenants / Co et sous-traitance, etc...)

SOLEO est une filiale d'A2MO Groupe qui propose et administre des solutions innovantes au service de l'efficacité des projets de construction.

SOLEO diffuse et administre la solution EDIFLEX :

- Assure le paramétrage général
- Fait profiter les acteurs des projets d'A2MO de coûts optimisés grâce à un partenariat exclusif entre Epicture et A2MO
- Gère la mutualisation et la répartition de la charge financière entre les acteurs du projet

### **12.6.10. Rôle de la société EPICTURE Service EDIFLEX**

La société **EPICTURE** exploite le service EDIFLEX et, à ce titre, assure les prestations suivantes :

- Maintenance technique du service, suivant les fonctionnalités décrites dans les manuels utilisateurs accessibles en ligne sur le serveur,
- Formation des abonnés à l'utilisation du service ; des séances de formation d'une ½ journée seront planifiées en fonction de l'intervention des entreprises.

- Assistance téléphonique pour les abonnés : du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et 14h00 à 18h00 (vendredi, à 17h00), en dehors des heures de bureaux les abonnés peuvent émettre des messages électroniques qui seront traités dès réception pendant les heures de bureau.

### *Qualité de service*

La société EPICTURE garantit un service accessible en temps partagé sur le serveur tous les jours ouvrables de 7h à 20h (du lundi au vendredi, hors jours fériés), avec un taux minimal de disponibilité supérieur à 95 %.

### *Obligation de discrétion*

Les documents ou renseignements fournis par les abonnés au service, ainsi que les états, études et documents provenant de leur traitement par la société EPICTURE sont couverts par le secret professionnel.

En particulier, aucune communication ne pourra être effectuée à des tiers, sauf autorisation expresse du client. La société EPICTURE s'oblige à respecter de façon absolue cette obligation au secret et à la faire respecter par son personnel.

### *12.6.11. Terminal d'accès au service*

Pour accéder au service, l'abonné devra disposer d'un ordinateur avec accès à INTERNET et d'une adresse électronique de type « mail ».

### *12.6.12. Conditions générales d'utilisation du service*

Les informations échangées avec les autres intervenants à travers le service ont pour but de réduire les échanges de documents sur support papier ; elles présentent donc la même valeur juridique que les informations contenues dans les documents sur support papier qu'elles remplacent.

A cet effet, l'abonné au service reconnaît explicitement par le présent document que :

#### *Authentification de l'abonné*

L'accès au service par son code d'accès et son mot de passe confidentiel implique son authentification vis à vis des informations qu'il émet.

#### *Emission d'information*

Les informations qu'il transmet à travers le service lui sont opposables jusqu'à preuve d'un dysfonctionnement du service.

Les validations des marchés et des situations de travaux, telles que prévues dans le service EDIFLEX et conformément au circuit de vérification imposé par ce service, valent expression de la volonté de celui qui les a effectuées.

#### *Réception d'information*

Les informations qui sont communiquées à l'abonné à travers le service lui ont été réellement transmises, charge à lui de les consulter en accédant au service sauf constat que cet accès ne lui était matériellement pas possible,

Les validations par un intervenant des marchés et des situations de travaux, telles que prévues dans le service EDIFLEX et conformément au circuit de vérification imposé par ce service, valent « accusé de réception » pour l'intervenant suivant.

#### *Edition d'information sur support papier*

Pour des raisons juridiques, certaines informations archivées dans le serveur pourront nécessiter une édition sur support papier pour signature, par exemple le décompte général définitif.

Cette procédure pourra être modifiée, dans le cadre de la mise en place des processus de dématérialisation.

#### *Notion de « date certaine »*

Les dates de présentation des situations par le maître d'œuvre et les entreprises, de vérification et de validation par les représentants cités au 12.6.3 ci-dessus, telles qu'elles figurent sur les écrans et les éditions du service Ediflex, font foi.

Ces dates valent « accusé de réception » pour l'abonné suivant, conformément au circuit de vérification imposé par le service.

#### **12.6.13. Convention sur la preuve**

Par dérogation aux règles de preuve figurant au Code Civil et par l'application de l'article L110-3 du Code du Commerce, les parties déclarent que les informations délivrées par le service EDIFLEX de la société EPICTURE font foi entre elles tant qu'aucun écrit contradictoirement authentifié, venant remettre en cause ces informations informatisées, ne sera produit.

En particulier, le maître d'œuvre reconnaît explicitement par le présent document que :

- Les attestations de paiement direct de ses sous-traitants, tel qu'éditées par le Maître d'ouvrage à l'aide du service EDIFLEX, sont des documents qui l'engagent, sans nécessité d'une signature manuscrite par l'entreprise titulaire dans la mesure où le montant des travaux base marché à payer au sous-traitant n'a pas été modifié par un tiers lors du contrôle de la situation présentée.
- Dans le cas contraire, la mention « après correction du montant des travaux base marché proposé par nous-mêmes » apparaîtra sur l'édition issue du service EDIFLEX avant la somme à payer. Dans ce cas seulement, l'entreprise devra signer le document pour accord.
- Sauf indication contraire par lettre recommandée avec accusé de réception, les paiements effectués aux sous-traitants par le Trésorier sur la base de ces documents ne sauraient donner lieu à contestation ultérieure dans la relation susceptible d'intervenir entre l'entreprise et ses sous-traitants, ceci pour tout marché passé avec le Maître d'ouvrage et géré dans le service EDIFLEX.

Dans le cas des transmissions à distance de données, les éléments tels que la date d'émission ou de réception ainsi que les données transmises feront foi par priorité telles que figurant dans les systèmes de la société EPICTURE ou telles qu'authentifiées dans ses systèmes par les procédures informatisées de la société EPICTURE.

#### **12.6.14. Contrat de licence et de prestations de service**

Le service est pris en charge par l'ensemble des intervenants du projet : AMO, Maître d'œuvre, entreprises via l'entreprise gestionnaire des dépenses communes.

Sous 15 jours à compter de la notification par le Maître d'ouvrage, un contrat de licence et de prestations de service sera conclu entre la société SOLEO (agissant en lien contractuel avec Epicture - prestataire du service EDIFLEX), et le mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre à qui seront adressées les factures du service.

Une copie en sera adressée au maître d'ouvrage.

Ce contrat prend effet à la date de notification du marché de maîtrise d'œuvre. Il y sera mis fin par application de l'article 12.6.7 Ouverture et fermeture du service.

A la notification des marchés de travaux, un contrat de licence et de prestations de service sera conclu entre la société SOLEO (agissant en lien contractuel avec Epicture - prestataire du service EDIFLEX), et l'entreprise gestionnaire des dépenses communes à qui seront adressées les factures du service.

### 12.6.15. Tarification du service

Les intervenants conviennent qu'ils supporteront chacun une partie des coûts d'abonnement au service EDIFLEX et de formation.

#### MOE

valeur 11/2022

Couts initiaux	Couts HT
Participation aux couts initiaux	-
Mise en place du service / paramétrages / formations	- €

#### Couts Mensuels

Couts HT

Participation cout mensuel d'abonnement au service EDIFLEX	-
Abonnement Ediflex pour la phase études inclus à l'abonnement phase travaux	- €
Abonnement Ediflex en phase chantier (durée prévisionnelle : 15 mois)	177 €

#### Chantier / Prorata

valeur 11/2022

Couts initiaux	Couts HT
Participation aux couts initiaux	-
Mise en place du service / paramétrages / formations	2 370 €
Formation des entreprises / webinars mensuels en accès libre	inclus

#### Couts Mensuels

Couts HT

Participation au cout mensuel d'abonnement au service EDIFLEX	-
Prise en charge à répartir au prorata des marchés des entreprises	460 €

### 12.6.16. Conditions générales

L'abonnement au service comprend :

- L'ouverture des codes d'accès sur le serveur,
- La mise à disposition des manuels utilisateurs, code d'accès et mot de passe ;
- L'assistance téléphonique pour l'utilisation du service,
- Le droit d'utilisation du service EDIFLEX (connexion sur le serveur),
- L'archivage des informations sur le serveur durant le chantier.

Le coût des fournitures suivantes est à la charge de chaque abonné au service :

- Terminal d'accès au service (ordinateur + accès à Internet),
- Frais de télécommunications lors de la connexion au serveur,



## 12.7 Délais de paiement

Les sommes dues au titulaire en exécution de son marché seront payées, par virement administratif, dans un délai maximum de 50 jours pour les établissements de santé à compter de la date de réception du décompte correspondant par le maître d'ouvrage.

Ce délai peut être suspendu à la demande du maître d'ouvrage ou du comptable pour tout décompte présentant des anomalies en interdisant le paiement. Tous les motifs de retard imputables au titulaire du marché suspendront de plein droit le délai de paiement.

Pour le paiement du solde, le délai de paiement court à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage du décompte général définitif établi dans les conditions fixées par le CCAG travaux.

Dans le cas où la date de réception des travaux est postérieure à la date de présentation du décompte général définitif susmentionné, le délai de paiement court à compter de la date de réception des travaux.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 EUROS et d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est le taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé majoré de huit points de pourcentage.

### **ARTICLE 13. MODALITES DE FIXATION DES PRIX DES PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES**

Application de l'article 13 du CCAG-TVX.

### **ARTICLE 14. AUGMENTATION DU MONTANT DES TRAVAUX**

Application de l'article 14 du CCAG-TVX, sous réserve des dérogations ci-après :

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG-TVX, aucune indemnisation ne sera due au titulaire en cas d'augmentation du montant des travaux par rapport au montant contractuel.

### **ARTICLE 15. DIMINUTION DU MONTANT DES TRAVAUX**

Application de l'article 15 du CCAG-TVX, sous réserve des dérogations ci-après :

Par dérogation à l'article 15.1 du CCAG-TVX, aucune indemnisation ne sera due au titulaire en cas de diminution du montant des travaux par rapport au montant contractuel.

### **ARTICLE 16. CHANGEMENT DANS L'IMPORTANCE DES DIVERSES NATURES D'OUVRAGE**

Application de l'article 16 du CCAG-TVX, sous réserve des dérogations ci-après :

Par dérogation à l'article 16.2 du CCAG-TVX, aucune indemnisation ne sera due au titulaire en cas de changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage.

### **ARTICLE 17. PERTES ET AVARIES**

Application de l'article 17 du CCAG-TVX, sous réserve des dérogations ci-après :

Par dérogation à l'article 17.3 du CCAG-TVX, le titulaire n'est pas indemnisé pour le préjudice subi, sauf décision contraire du maître d'ouvrage d'indemnisation totale, ou partielle, au regard des circonstances particulières.

## CHAPITRE 3 : DELAIS

### ARTICLE 18. FIXATION ET PROLONGATION DES DELAIS

#### 18.1 Délais d'exécution

**Application** de l'article 18.1 du CCAG-TVX **sous réserve des dérogations ci-après :**

##### 18.1.1. Démarrage de la période de préparation :

☒ Conformément à l'article 18.1.1 du CCAG-TVX, un ordre de service précise la date de démarrage de la période de préparation

##### 18.1.2. Point de départ du délai d'exécution des travaux :

☒ **Par dérogation** à l'article 18.1.1 du CCAG-TVX, le délai d'exécution du marché, comprenant la période de préparation et le délai d'exécution des travaux, démarre à compter de la date indiquée par un ordre unique de démarrage, ou à compter de sa notification si l'ordre de service ne fixe pas de date.

##### 18.1.3. Délai d'exécution des travaux :

☒ Conformément à l'article 18.1.4 du CCAG-TVX, pour les travaux allotis, le délai global d'exécution de l'ensemble des travaux allotis tous corps d'Etat confondus est fixé à : 21 mois compris période de préparation. Les dates d'intervention relatives à chaque lot sont indiquées dans le calendrier prévisionnel d'exécution.

#### 18.2 Prolongation des délais d'exécution

**Application** de l'article 18.2 du CCAG-TVX, **sous réserve des dérogations ci-après :**

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'ajourner les travaux dans l'intérêt de l'activité hospitalière. Dans ce cas, et **par dérogation à l'article 18.2.2 du CCAG Travaux**, la prolongation ou le report décidé par le maître d'ouvrage ne donnera lieu à un ordre de service que dans le cas d'une interruption cumulée, supérieure à cinq jours ouvrés. Une interruption cumulée inférieure à ce nombre se fera sur simple décision du maître d'œuvre.

##### En complément :

En vue de l'application éventuelle du troisième alinéa de l'article 18.2.3. du CCAG-Travaux, les délais d'exécution des travaux effectués à l'extérieur ou dans les locaux ni clos, ni couverts, seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite plus longtemps que la durée indiquée dans le tableau ci-après :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
Pluie	25 mm	1 jour
Vent	60 km/h	4 heures
Neige	5 cm	3 jours consécutifs
Gel	0°	A 8 heures sous abri

Moyenne des relevés de FRANCE METEO de La Rochelle

Les journées d'intempéries ne seront décomptées qu'au reçu de l'état mensuel de la période considérée par le titulaire, en fonction de la constatation des phénomènes naturels mentionnés ci-dessus, en défalquant le nombre de journées d'intempéries prévisibles indiqué ci-dessus.

La prolongation de délai devra être notifiée par ordre de service précisant la durée retenue.

**Par dérogation à l'article 18.2.3 du CCAG-TVX**, le maître d'œuvre pourra, s'il l'estime nécessaire, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire, décider de suspendre ou prolonger les délais d'exécution :

- pour un nombre de jours égal ou supérieur à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels dépassera son intensité limite plus longtemps que la durée indiquée ci-dessus,
- en cas d'intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ainsi que dans le cas d'autres phénomènes naturels entravant l'exécution des travaux

Les modifications sont actées dans le planning d'exécution notifié au titulaire par ordre de service ou en annexe du compte rendu de chantier.

### **18.3 Prolongation ou report des délais en matière de tranches optionnelles**

**Application** de l'article 18.3 du CCAG-TVX.

### **18.4 Prolongation ou report des délais en cas de réquisition**

**Application** de l'article 18.4 du CCAG-TVX.

### **18.5 Délai de remise de prestations en cours d'exécution**

Les délais de remise :

- des plans d'exécution,
- des notes de calcul,
- des études de détail,
- des plans d'atelier et de chantier (PAC),
- des échantillons ou cahiers d'échantillons,
- des estimations en plus ou en moins des travaux modificatifs ou travaux supplémentaires,

sont fixés au cours des réunions de chantier et indiqués au compte-rendu de ces dernières. A défaut, ces délais sont de 15 jours maximum à compter de la date de la réunion de chantier.

## **ARTICLE 19. PENALITES, PRIMES ET RETENUES**

### **19.1 Généralités sur les pénalités**

**Application** de l'article 19.1 du CCAG-TVX.

**En complément :**

L'ensemble des pénalités sont cumulables.

Lors de l'établissement du décompte général, le montant total des pénalités sera porté au débit du titulaire.

La situation d'avancement et la constatation des retards éventuels figurant sur chaque compte rendu de chantier constitueront les éléments justificatifs pour la mise en application des pénalités.

### **19.2 Pénalités de retard et retenues**

**Application** de l'article 19.2 du CCAG-TVX sous réserve des dérogations indiquées ci-après :

**Par dérogation à l'article 19.2.4, du CCAG Travaux**, les pénalités pourront faire l'objet de retenues déduites du montant des acomptes présentés par le titulaire sur simple constatation, sans que le maître d'ouvrage ait invité préalablement le titulaire à présenter ses observations.

**Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG Travaux**, si le maître d'ouvrage qui envisage d'appliquer des pénalités de retard invite le titulaire à présenter ses observations, le délai imparti au titulaire à cet effet ne peut être inférieur à 5 jours ouvrés.

**Par dérogation à l'article 19.2.5 du CCAG Travaux**, en cas de retard sur un délai partiel ou sur le délai d'exécution imparti au titulaire d'un lot dans le planning d'exécution, le maître d'ouvrage pourra, sur proposition du maître d'œuvre, renoncer à l'application des pénalités si ce retard n'a pas d'impact sur le délai global d'exécution. Dans le cas contraire, les retenues déduites ou à déduire prennent la forme de pénalités définitives à la charge du titulaire.

Montant minimal :

☒ **Par dérogation** à l'article 19.2.1 du CCAG-TVX, les pénalités sont dues dès le premier euro.

Montant maximal :

☒ Conformément à l'article 19.2.2 du CCAG-TVX, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

☐ **Par dérogation** à l'article 19.2.2 du CCAG-TVX, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder xx % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Dans le cas où l'application des pénalités conduirait à excéder ce montant, une résiliation pour faute du titulaire pourra être prononcée dans les conditions de l'article 50.3 du CCAG Travaux.

Pénalités de retard imputable au titulaire dans l'exécution des travaux :

En cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution des travaux, qu'il s'agisse de l'ensemble du marché, d'une tranche ou d'un bon de commande pour lequel un délai d'exécution partiel ou une date limite a été fixé, il est appliqué une pénalité journalière de :

☒ Conformément à l'article 19.2.3 du CCAG-TVX : 1/3 000 du montant hors taxes de l'ensemble du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

☒ **Par dérogation** à l'article 19.2.3 du CCAG-TVX : le montant des pénalités pour retard imputable au titulaire est assorti d'un montant minimum de 200 € (deux cents euros) par jour calendaire.

### 19.3 Retenues pour retard dans la remise des documents fournis après exécution

**Application** de l'article 19.3 du CCAG-TVX.

**En complément :**

Le retard dans la remise des documents visés par l'article 40 du CCAG-TVX ou la remise d'un dossier incomplet entrainera l'application d'une retenue d'un montant fixé à 500 €.

La retenue sera prélevée sur le dernier acompte du titulaire, selon les modalités prévues à l'article 19.3 du CCAG Travaux.

Cette retenue est transformée en pénalité si les documents manquants ne sont pas fournis et acceptés lors de l'établissement du décompte général.

### 19.4 Autres retenues et pénalités

Pénalités pour absence ou retard aux réunions (chantier, préparation, réception, etc)	<input checked="" type="checkbox"/> Absence non justifiée : 200 EUR à partir de la 3 <sup>ème</sup> absence et pour chaque absence au-delà ou si le titulaire n'a pas prévenu au moins 24 heures avant.  <input checked="" type="checkbox"/> Retard non justifié > 30 minutes : 100 EUR à partir du 2 <sup>ème</sup> retard.  <i>Est considéré comme absent tout entrepreneur représenté par une personne n'ayant pas les compétences techniques requises ou insuffisamment au courant du chantier.</i>
Pénalités pour infractions aux prescriptions de chantier	<input checked="" type="checkbox"/> Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation générale du chantier : cent cinquante (150) euros par infraction constatée. <input checked="" type="checkbox"/> Dépôt de matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites : cent cinquante (150) euros par jour d'infraction constatée <input checked="" type="checkbox"/> Retard dans la production, la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'exécution des travaux (plans d'atelier ou de détails qui sont à la charge de l'entreprise) : cent cinquante (150) euros par jour de retard. <input checked="" type="checkbox"/> Retard dans la production de sous-détails de prix, justificatifs et/ou prévisions de prix pour ouvrages non prévus : cent cinquante (150) euros par jour de retard. <input checked="" type="checkbox"/> Retard dans la présentation sur le chantier des prototypes, d'éléments de construction, d'échantillons y compris ceux entrant dans la réalisation des locaux témoins : cent cinquante (150) euros par jour de retard. <input checked="" type="checkbox"/> Retard dans le nettoyage du chantier : cent cinquante (150) euros par jour de retard, à compter de l'expiration du délai fixé par la maîtrise d'œuvre dans le compte-rendu de chantier. <input checked="" type="checkbox"/> Défaut d'évacuation du matériel et des matériaux sans emploi hors du chantier : cent cinquante (150) euros par jour de retard constaté à compter de l'expiration du délai de mise en demeure visé à l'article 37 du CCAG Travaux
Pénalité pour retard dans l'exécution des travaux de levée des réserves	<input checked="" type="checkbox"/> 150 EUR par jour de retard

Pénalité pour non-respect des dispositions visées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail	<input checked="" type="checkbox"/> 200 EUR par jour de retard <i>Plafonné à 10% du montant HT des travaux et au montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du Travail</i> <i>Applicable à l'issue d'un délai de 15 jours après mise en demeure</i>
Pénalité pour non respect des engagements figurant dans le mémoire technique	<input checked="" type="checkbox"/> 150 EUR de pénalité forfaitaire + 100 EUR par jour de retard si délai de mise en conformité fixé par le MOE ou le MOA <i>Cumulable avec application d'une réfaction</i>
Pénalité pour détérioration et/ou destruction de biens ou supports appartenant au Maître d'ouvrage	<input checked="" type="checkbox"/> 200 EUR de pénalité forfaitaire + 400 EUR par jour de retard si délai de remise en état fixé par le MOE ou le MOA <i>Cumulable avec obligation de prise en charge des réparations</i>
Pénalité pour destruction ou détérioration de bornes ou repères	<input checked="" type="checkbox"/> 400 EUR par borne ou repère détérioré <i>Cumulable avec obligation de remplacement et de réimplantation</i>
Pénalité pour non respect des clauses environnementales	<input checked="" type="checkbox"/> 100 EUR de pénalité forfaitaire par infraction observée en cas de non-respect des clauses environnementales prévues au marché.
Pénalité pour manquement aux principes d'égalité, de neutralité et de laïcité	<input checked="" type="checkbox"/> 300 EUR de pénalité forfaitaire par manquement établi <i>Lorsque le maître d'ouvrage envisage d'appliquer cette pénalité, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les manquements concernés, ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations. A défaut de réponse du titulaire dans ce délai, ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le manquement n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités s'appliquent.</i>
Pénalité pour non-respect des règles de discipline art 31.4	<input checked="" type="checkbox"/> 300 EUR de pénalité forfaitaire par manquement établi
Pénalités et retenues relatives à la clause d'insertion sociale	Définies dans annexe 2- Clause sociale
Pénalité pour retard dans la transmission des attestations relatives à la réglementation du travail visées à l'article 6.2 des CGA	<input checked="" type="checkbox"/> 100 EUR par jour de retard à compter de : <input type="checkbox"/> l'expiration du délai fixé à l'article 6.2 <input checked="" type="checkbox"/> l'expiration du délai fixé dans le courrier de mise en demeure

## 19.5 Primes

Il n'est pas prévu de versement de prime.

## CHAPITRE 4 : REALISATION DES OUVRAGES

### ARTICLE 20. DEVELOPPEMENT DURABLE

#### 20.1 Clause d'insertion sociale

☒ **Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG-TVX**, les conditions de mise en œuvre de la clause d'insertion sociale sont prévues en annexe au CCAP.

L'annexe indique, s'il y a lieu, les dérogations au CCAG-TVX.

☐ **Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG-TVX**, le marché ne comporte pas de clause d'insertion professionnelle.

#### 20.2 Clause environnementale générale

##### 20.2.1. *Provenance des matériaux en bois et gestion durable*

Tous les bois utilisés seront du bois de forêts certifiées PEFC ou FSC, (ou équivalent, certifiant que les bois proviennent d'une exploitation durablement gérée). L'entreprise est tenue de produire les justificatifs et certificats correspondants. Sauf dérogation expresse du maître d'ouvrage, l'utilisation de bois exotique est proscrite.

##### 20.2.2. *Réemploi de certains matériaux, appareillages et équipements*

Le titulaire doit respecter les obligations légales en termes de réemploi des matériaux, appareillages et équipements.

Le CCTP peut prévoir des obligations supplémentaires.

##### 20.2.3. *Autres prescriptions environnementales*

Le titulaire doit respecter l'ensemble des prescriptions environnementales figurant dans le CCTP ou toute autre pièce du marché.

### ARTICLE 21. PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

**Application** de l'article 21 du CCAG-TVX, **sous réserve des dérogations ci-après :**

**Par dérogation à l'article 21.1 du CCAG-TVX**, le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par le CCTG ou déroge aux dispositions du dit CCTG.

### ARTICLE 22. LIEUX D'EXTRACTION OU D'EMPRUNT DES MATERIAUX

**Application** de l'article 22 du CCAG-TVX.

### ARTICLE 23. QUALITE DES MATERIAUX ET PRODUITS – APPLICATION DES NORMES

**Application** de l'article 23 du CCAG-TVX.

#### En complément :

Lorsque dans le C.C.T.P., il est fait mention d'une marque et d'un type de matériel ou de matériau, il reste entendu que cette désignation n'est donnée, sans spécification contraire, qu'à titre d'archétype, et pour préciser les choix du concepteur.

Les entrepreneurs pourront donc proposer des articles similaires (techniquement équivalent), correspondant à l'archétype, mais dans ce cas tous les documents démontrant la similitude ou la correspondance devront être produits par l'entreprise et acceptés par le Maître d'Œuvre et le Maître d'Ouvrage. Afin d'éviter des répétitions fastidieuses, le mot "ou équivalent" ne sera pas reproduit chaque fois qu'un matériau ou un matériel sera proposé. La présente note devra suffire et remplacera l'ensemble de ces indications.

## **ARTICLE 24. VERIFICATION QUALITATIVE DES MATERIAUX ET PRODUITS – ESSAIS ET EPREUVES**

Application de l'article 24 du CCAG-TVX.

**En complément :**

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG Travaux et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications, ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières de l'entrepreneur ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Les vérifications de qualité seront assurées par le maître d'œuvre. Toutefois, le maître d'ouvrage pourra décider en cours de marché de lui substituer un laboratoire ou un organisme de contrôle.

### **Locaux témoins :**

La réalisation de locaux témoins est demandée :

☐ OUI ☒ NON

Si oui : descriptif et modalités de réalisation :

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

A l'issue de travaux les locaux témoins seront :

☐ Maintenus, si besoin après modification ☐ Démolis

Les frais sont à la charge :

☐ Du MOA ☐ De l'entreprise titulaire du ou des lot(s) concerné(s)

### **Echantillons :**

Le titulaire doit fournir tous les échantillons demandés par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage.

☒ Les échantillons sont déposés dans un local défini par le maître d'œuvre et restent sous la responsabilité du titulaire qui doit les récupérer avant le repliement des installations de chantier.

Tout échantillon non récupéré ne pourra faire l'objet de réclamation du titulaire auprès du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage.

☐ Les échantillons sont remis au maître d'ouvrage qui en assure la conservation

## **ARTICLE 25. VERIFICATION QUANTITATIVE DES MATERIAUX ET PRODUITS**

Application de l'article 25 du CCAG-TVX.

## **ARTICLE 26. PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR LE TITULAIRE DES MATERIAUX ET PRODUITS**

### **26.1 Matériaux et produits fournis par le maître d'ouvrage dans le cadre du marché**

Application de l'article 26 du CCAG-TVX.

### **26.2 Prescriptions particulières**

**En complément** de l'article 26 du CCAG-TVX :

Le titulaire est responsable de la réception des marchandises qu'il se fait livrer sur le site ainsi que de leur manutention et conservation à l'abri des chocs, vols et intempéries. Il est de même responsable de tous produits confiés par le maître d'ouvrage ou déposés par ses soins en vue d'un réemploi ultérieur.

Le titulaire sera tenu de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour assurer cette responsabilité qui sera effective jusqu'à la réception du chantier.

Le titulaire désignera, parmi son personnel, un préposé chargé de la réception des marchandises sur le site, lors des livraisons, dont il communiquera l'identité au maître d'ouvrage.

Si le titulaire fait livrer des marchandises sur le lieu des magasins du maître d'ouvrage, il sera tenu de l'en avertir et de se conformer aux horaires qui lui seront indiquées par ce dernier.

Aucune marchandise livrée pour le compte du titulaire ne sera réceptionnée par les services du maître d'ouvrage.

Le titulaire mettra en œuvre, à ses frais, le matériel nécessaire au déchargement et à la manutention des marchandises y compris lors des manutentions sur le chantier.

Aucun matériel de manutention ne sera mis à la disposition du titulaire par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où le maître d'ouvrage met à la disposition du titulaire un local pour le stockage de ses matériaux, ce dernier en assure à ses frais la fermeture à clé, le nettoyage et la remise en état éventuelle si des dégradations ont été occasionnées par son utilisation.

## **ARTICLE 27. PLAN D'IMPLANTATION DES OUVRAGES ET PIQUETAGES**

### **27.1 Plan général d'implantation des ouvrages**

**Application de l'article 27.1 du CCAG-TVX sous réserve des compléments et/ou dérogations indiquées ci-après :**

Le plan général d'implantation des ouvrages est notifié au titulaire :

☒ Conformément à l'article 27.1 du CCAG-TVX, par ordre de service, dans les huit jours suivant la notification du marché, ou, si l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux est postérieur à celle-ci, au plus tard en même temps que cet ordre.

☐ **Par dérogation à l'article 27.1 du CCAG-TVX** : par ordre de service, dans un délai de xx jours suivant la notification du marché, ou, si l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux est postérieur à celle-ci, au plus tard en même temps que cet ordre.

☐ Sans objet

### **27.2 Piquetage général**

**Application de l'article 27.2 du CCAG-TVX sous réserve des compléments et/ou dérogations indiquées ci-après :**

☐ Conformément à l'article 27.2.2 du CCAG-TVX, le piquetage général sera effectué avant la notification du marché. Le plan général d'implantation des ouvrages notifié au titulaire comporte l'indication de la position des piquets.

☐ Conformément à l'article 27.2.3 du CCAG-TVX, le piquetage général sera exécuté par le titulaire contrairement avec le maître d'œuvre.

☒ **Par dérogation à l'article 27.2.3 du CCAG-TVX**, Le titulaire devra faire implanter à ses frais par un géomètre agréé par le maître d'ouvrage, dès réception de l'ordre de service, les axes et niveaux de référence indiqués sur le plan des travaux établi par le maître d'œuvre. Ces points et niveaux devront être positionnés en dehors de toute emprise de bâtiments et devront être protégés en entretenus pendant toute la durée des travaux. Dans le cas contraire, le maître d'œuvre pourra demander leur rétablissement aux frais de l'entreprise responsable de la dégradation ou au compte prorata si l'auteur ne peut être identifié.

L'entreprise qui effectuera le piquetage de tous les points nécessaires à la réalisation de ses ouvrages devra être en mesure et à ses frais de le faire vérifier par un géomètre agréé à la demande du maître de l'ouvrage.

☐ **Par dérogation à l'article 27.2 du CCAG-TVX**, il n'est pas prévu de piquetage général.

☐ Sans objet

### **27.3 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés**

**Application de l'article 27.3 du CCAG-TVX sous réserve des compléments et/ou dérogations indiquées ci-après :**

☐ Conformément à l'article 27.3 du CCAG-TVX, les sondages et piquetages spéciaux sont effectués par le maître d'ouvrage.



☒ **Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-TVX**, les sondages et piquetages spéciaux sont effectués par le titulaire.

Le titulaire effectue également les Déclarations de travaux (DT) et déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT) conformément à la réglementation relative aux travaux à proximité de réseaux.

☐ Sans objet

#### **27.4 Procès-verbaux de piquetage – conservation des piquets**

**Application** de l'article 27.4 du CCAG-TVX.

#### **27.5 Piquetages complémentaires**

**Application** de l'article 27.5 du CCAG-TVX

#### **27.6 Tracé des découpes dans les ouvrages existants**

Dans le cas où les travaux du titulaire comprennent des découpes ou percements dans les ouvrages existants (cloisons, planchers hauts et bas, structures) celui-ci sera responsable du tracé de ces découpes ou percements ; il sera tenu au préalable de vérifier la présence de réseaux encastrés au moyen du matériel de détection approprié, d'en assurer le repérage et la mise hors service ou le dévoiement.

Dans le cas où un réseau en service est endommagé lors de la réalisation des découpes ou percements effectués par le titulaire, celui-ci est tenu d'en effectuer, sans délai et à ses frais, la réparation et la remise en service.

### **ARTICLE 28. PREPARATION DES TRAVAUX**

#### **28.1 Période de préparation**

**Application** de l'article 28.1 du CCAG-TVX **sous réserve des compléments et/ou dérogations indiquées ci-après :**

☒ Conformément à l'article 28.1 du CCAG-TVX, la période de préparation est fixée à 2 mois.

☐ **Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-TVX**, la période de préparation est fixée à 2 semaines.

☐ **Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-TVX**, il n'est pas prévu de période de préparation.

Pendant cette période de préparation, le titulaire réalise les tâches suivantes :

☒ Établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme des études d'exécution, dans le délai de 5 jours à compter du début de cette période ;

☒ Établissement et présentation au visa du maître d'œuvre et à l'OPC des éventuelles adaptations souhaitées sur le programme détaillé d'exécution des travaux joint au DCE, dans le délai de 5 jours à compter du début de cette période ; toutefois, la maîtrise d'œuvre n'a aucune obligation d'intégrer ces demandes de modifications ;

☒ Établissement du projet d'installation de chantier et des ouvrages provisoires ainsi que d'une notice précisant les dispositions projetées susceptibles d'avoir des conséquences sur le dimensionnement des ouvrages ;

☒ Établissement et remise au maître d'œuvre et au bureau de contrôle, 15 jours au moins avant le début des travaux, des plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début des travaux ;

☒ Établissement et remise au maître d'œuvre et au bureau de contrôle, 15 jours au moins avant le début des travaux, des plans d'atelier et de chantier

☒ Remise au maître d'œuvre et au bureau de contrôle de l'ensemble des fiches produits et échantillons demandés au cours de la période de préparation selon la liste établie par l'architecte et ses bureaux d'études. Cette liste devra faire l'objet d'une validation du maître d'ouvrage au préalable du VISA du maître d'œuvre.

- ☒ Remise au maître d'œuvre et au contrôleur technique des procès-verbaux de classement ou les agréments datant de moins de 5 ans préalablement à la mise en œuvre des matériaux ou équipements concernés
- ☒ Obtention des autorisations diverses et occupation de voiries,
- ☒ Toute autre prescription du CCTP

Il fournira en outre au coordonnateur SPS désigné par le maître de l'ouvrage :

- ☒ Les éléments nécessaires à la constitution du Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage.
- ☒ Tous les renseignements utiles à la mise à jour du Plan Général de coordination qui sera mis à jour tout au long du chantier par le coordonnateur SPS conformément aux dispositions du décret n° 94-1159 du 26.12.94 modifié.
- ☒ Poursuite de l'établissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) prévu par la section 5 du décret re94-1159 du 26 décembre 1994 après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS.

Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (cotraitant et sous-traitant).

Les PPSPS doivent être remis au coordonnateur SPS dans un délai de 30 jours à compter de la notification du marché.

- ☐ Établissement et remise au maître d'œuvre d'une décomposition prévisionnelle mois par mois des paiements au titre du marché. Cette décomposition sera faite à partir du calendrier contractuel des travaux établis par l'OPC.
- ☒ Démarches et obtention des autorisations nécessaires auprès des services publics ou services locaux, et établissement des DICT.
- ☒ Toute autre prescription du CCTP.

Le maître d'œuvre, après avoir visé les documents remis par les entreprises pendant la période de préparation qui conditionne le démarrage des travaux, étant informé par le coordonnateur de l'intégration des PPSPS (Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé) des entreprises dans le Plan Général de Coordination, et après avoir vérifié que les obligations édictées au Code du Travail sont remplies, avise par écrit le maître de l'ouvrage que les travaux peuvent commencer. Il notifie au titulaire du marché copie de ce document qui vaut autorisation de commencer les travaux.

Ainsi, l'exécution des travaux ne peut pas commencer avant l'obtention du visa du maître d'œuvre.

## 28.2 Programme d'exécution - Calendrier détaillé d'exécution

Le maître d'œuvre de l'opération a en charge :

- ☐ Mission EXE
- ☒ Mission VISA
- ☒ Mission SYNT

### 28.2.1. Programme d'exécution

**Application** de l'article 28.2.1 du CCAG-TVX.

**En complément :**

L'entrepreneur est tenu de respecter les dates et échéances fixées par le calendrier détaillé d'exécution. Tout retard peut être sanctionné par l'application de pénalités dans les conditions définies à l'article 19.

Le titulaire :

☒ n'est pas tenu

D'établir un plan d'assurance qualité du chantier décrivant les dispositions relatives à la gestion de la qualité.

#### 28.2.2. *Cas des travaux exécutés dans le cadre d'un marché unique*

☒ **Par dérogation à l'article 28.2.2 du CCAG-TVX**, le calendrier détaillé d'exécution est établi par le maître d'œuvre après mise au point avec le titulaire.

#### 28.2.3. *Cas des travaux allotis*

☒ **Par dérogation à l'article 28.2.3 du CCAG-TVX**, dans le cas de travaux allotis, le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le responsable de la mission d'ordonnancement-pilotage-coordination (OPC) du chantier, en concertation avec les titulaires des différents lots, puis il est soumis par le maître d'œuvre à l'approbation du représentant du pouvoir adjudicateur, au plus tard 15 jours avant l'expiration de la période de préparation. Ce calendrier est ensuite notifié par ordre de service aux titulaires de chacun des lots. Jusqu'à l'intervention d'un accord entre les entreprises concernées, le calendrier prévisionnel mentionné à l'article 18.1.4 du CCAG Travaux s'applique.

#### 28.2.4. *Mise à jour du calendrier détaillé d'exécution*

Au cours du chantier, le maître d'œuvre, avec l'accord de l'entrepreneur concerné, peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai global d'exécution des travaux, éventuellement prolongé par décision du maître d'ouvrage.

Le calendrier détaillé d'exécution modifié est élaboré suivant les mêmes modalités que le calendrier initial énoncé précédemment.

### 28.3 Sécurité et protection de la santé des travailleurs

**Application** de l'article 28.3 du CCAG-TVX.

**En complément :**

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au Chantier.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies dans le Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S.

De manière générale, le titulaire ne pourra demander une quelconque indemnité fondée sur l'action du coordonnateur. Les frais de chantier afférents à son intervention sont réputés inclus dans les prix du marché.

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître d'ouvrage.

Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S. :

- le P.P.S.P.S. (Plan particulier de sécurité et de protection de la santé des travailleurs) ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les cinq jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;

– la copie des déclarations d'accident du travail.

Le titulaire informe le coordonnateur S.P.S. :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet;
- de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.

A la demande du coordonnateur S.P.S. le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

Si le titulaire estime que les conditions du chantier ne lui permettent pas d'assurer la sécurité ou la santé de ses préposés ou de ses sous-traitants, il en informe sans délai par écrit le coordonnateur S.P.S. et le maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre pourra, le cas échéant après concertation avec le coordonnateur SPS, décider de suspendre le délai d'exécution du titulaire.

En cas de non-respect de ces dispositions, le titulaire ne pourra pas s'appuyer sur l'exercice d'un droit de retrait pour justifier du retard pris dans l'exécution des travaux.

## 28.4 Gestion de la qualité

**Application** de l'article 28.4 du CCAG-TVX.

En complément :

☐ Les étapes suivantes sont considérées comme sensibles :

☐ Points critiques nécessitant la présence du maître d'œuvre :

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

☐ Points d'arrêt nécessitant l'accord exprès du maître d'œuvre :

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

☒ Sans objet.

## 28.5 Registre de chantier

☐ Conformément à l'article 28.5 du CCAG-TVX, le déroulement des travaux fait l'objet d'un registre de chantier « papier ».

☐ Conformément à l'article 28.5 du CCAG-TVX, le déroulement des travaux fait l'objet d'un registre de chantier sous forme de plateforme numérique.

☒ **Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-TVX**, la tenue d'un registre chantier n'est pas obligatoire.

## ARTICLE 29. ETUDES D'EXECUTION

### 29.1 Documents fournis par le titulaire

**Application** de l'article 29.1 du CCAG-TVX

☒ Les études d'exécution sont à la charge du titulaire du marché, en application de l'article 29.1 du CCAG-TVX :

☒ Pour l'ensemble des lots

Le titulaire devra impérativement transmettre une copie de l'ensemble des documents, qu'il adressera au contrôleur technique, au coordinateur OPC, au maître d'œuvre, ainsi qu'au maître d'ouvrage.

## 29.2 Documents fournis par le maître d'œuvre

☒ Sans objet.

### ARTICLE 30. MODIFICATIONS APORTEES AUX STIPULATIONS CONTRACTUELLES

Application de l'article 30 du CCAG-TVX

### ARTICLE 31. INSTALLATIONS, ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DU CHANTIER

#### 31.1 Installations de chantier

Application de l'article 31.1 du CCAG-TVX.

En complément :

☒ Aucun lieu à l'intérieur des bâtiments, en dehors de la zone en chantier, ne sera mis à la disposition du titulaire qui devra disposer d'installations individuelles pour son personnel et le stockage de son outillage et de ses fournitures.

☐ Un emplacement, défini pendant la période de préparation par la direction technique de l'établissement, sera mis à la disposition du titulaire pour l'implantation de ses installations individuelles.

☒ Les monte-charges de l'établissement ne pourront être utilisés pour le transport des matériaux et fournitures.

☐ Les ascenseurs de l'établissement pourront être utilisés pour le transport des matériaux et fournitures sous réserve des consignes données en début de chantier par la Direction Territoriale des Ressources Matérielles et du Patrimoine, Service travaux, de l'établissement. (horaires d'utilisation, protection, charge maximum...).

☐ Les installations sanitaires collectives de la zone en chantier, ou à proximité immédiate de cette zone, pourront être utilisées par le personnel du titulaire, charge à lui d'en assurer le nettoyage.

☒ Sauf indication contraire, les fluides nécessaires à l'exécution des travaux ne seront pas fournis par le maître d'ouvrage.

☐ Les fluides eau et électricité seront mis à la disposition du titulaire pendant la durée du chantier à titre gracieux.

☐ Un poste téléphonique (ligne interne) sera mis à la disposition du personnel sur le chantier pour communiquer avec la Direction Territoriale des Ressources Matérielles et du Patrimoine, Service travaux de l'établissement.

☐ Pendant la durée du chantier le personnel du titulaire affecté sur le site aura la possibilité de prendre ses repas au restaurant du personnel de l'établissement, au tarif appliqué aux accompagnants ou visiteurs.

☒ Le personnel du titulaire sera tenu d'utiliser les installations collectives de chantier (vestiaire, réfectoire, sanitaires, ...) mises à la disposition des entreprises dans le cadre du chantier.

☒ Le titulaire fera son affaire de ses installations individuelles nécessaires à l'exécution des travaux prévus à son lot.

La surface de ces installations et leur implantation devront être soumis pour accord à la maîtrise d'œuvre et au coordonnateur SPS et figurer sur le plan d'installation de chantier.

La mise en place, l'entretien et le repliement de ces installations restent à la charge du titulaire.

☐ Les bureaux de chantier propres à l'encadrement et aux chefs de chantier seront fournis et installés par le titulaire du lot n° X, à la demande de l'entreprise, et feront l'objet d'une convention de location.

☒ L'accès du site du chantier n'est pas autorisé aux véhicules privés.

☐ L'accès du site du chantier n'est pas autorisé aux véhicules de chantier.

☐ L'accès du site du chantier est autorisé aux véhicules de chantier dans le respect des conditions suivantes :

☒ L'accès du site du chantier est autorisé aux véhicules de chantier dans le respect des conditions indiquées dans le PGC ou tout autre document communiqué par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage avant le démarrage du chantier.

Pour les installations et la tenue du chantier, les titulaires se réfèrent à l'article 2.2.2 du CCTC et aux dispositions indiquées dans le CCTP correspondant à leur lot.

### **31.2 Lieux de dépôt des déblais en excédent**

**Application** de l'article 31.2 du CCAG-TVX.

**En complément :**

Les bennes et containers à déchets réservés à l'activité hospitalière ne devront pas être utilisés pour y déposer les déchets provenant du chantier.

### **31.3 Autorisations administratives**

☐ Conformément à l'article 31.3 du CCAG-TVX, le maître d'ouvrage fait son affaire de la délivrance au titulaire des autorisations administratives liées à l'exécution du marché, notamment les autorisations d'occupation temporaire du domaine public ou privé et les frais associés, les autorisations environnementales, les permissions de voirie, les autorisations de survol par grue de propriétés voisines, les ancrages, les permis de construire et de démolir nécessaires à la réalisation des ouvrages faisant l'objet du marché.

☒ **Par dérogation** à l'article 31.3 du CCAG-TVX, il appartient au titulaire de se procurer les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de son marché.

### **31.4 Sécurité et hygiène du chantier et mesures d'ordre :**

**Application** de l'article 31.4 du CCAG-TVX.

**En complément :**

Le titulaire assure, sous la responsabilité de son préposé ou représentant, la sécurité et la discipline du chantier.

Dans tous les cas, le titulaire s'engage à faire observer la discrétion à l'égard des hospitalisés que son personnel serait amené à rencontrer à l'intérieur de l'établissement.

Il est rappelé que le règlement intérieur de l'hôpital interdit l'introduction, dans les services, de boissons alcoolisées et d'objets dangereux ainsi que tout acte de commerce avec les hospitalisés et qu'il est interdit de fumer à l'intérieur des locaux de l'établissement.

Il est également strictement interdit :

- D'uriner en dehors des sanitaires.
- D'adopter une attitude sexiste ou dégradante
- De prendre des photos ou des vidéos

D'une manière générale, le titulaire s'assure que ses préposés présentent une tenue correcte et une attitude respectueuse à l'égard du personnel du maître d'ouvrage, des patients et des visiteurs.

Des contraintes particulières supplémentaires liées à la réalisation du chantier en site occupé peuvent être mentionnées dans le Plan Général de Coordination (P.G.C.) et le CCTP.

### **31.5 Lutte contre le travail dissimulé**

Application de l'article 31.5 du CCAG-TVX.

### **31.6 Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique**

Application de l'article 31.6 du CCAG-TVX.

### **31.7 Maintien des communications et de l'écoulement des eaux**

Application de l'article 31.7 du CCAG-TVX

### **31.8 Sujétions spéciales pour les travaux exécutés à proximité de lieux habités, fréquentés ou protégés**

Application de l'article 31.8 du CCAG-TVX

### **31.9 Sujétions spéciales pour les travaux exécutés à proximité d'ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens**

Application de l'article 31.9 du CCAG-TVX

### **31.10 Démolition de constructions**

Application de l'article 31.10 du CCAG-TVX

### **31.11 Emploi des explosifs**

Application de l'article 31.11 du CCAG-TVX

### **31.12 Cas des travaux allotis**

Application de l'article 31.12 du CCAG-TVX.

La répartition des obligations par lot est indiquée au CCTP et/ou à l'annexe 1 du CCAP.

Garde du chantier en cas de défaillance d'un entrepreneur :

Si le marché relatif à un lot est résilié par application des articles 49 et 50 du CCAG-Travaux, le maître d'ouvrage pourra faire appel à un des autres entrepreneurs titulaires d'un ou plusieurs autres lots de l'opération pour assurer la garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisés par l'entrepreneur défaillant, et ce jusqu'à la désignation d'un nouvel entrepreneur.

Les dépenses justifiées entraînées par cette garde ne sont pas à la charge de l'entrepreneur retenu pour cette mission.

### **31.13 Interventions en dehors de la zone de chantier**

Dans le cas où le titulaire est appelé à intervenir en dehors de la zone chantier, sur les locaux ou installations existantes en exploitation, il devra adresser au maître d'ouvrage, 15 jours au moins avant la date prévue de son intervention, une demande d'autorisation d'intervention, le cas échéant, suivant le modèle qui lui sera remis.

### **31.14 Répartition des dépenses de chantier**

#### **31.14.1. Descriptif des dépenses de chantier à répartir**

Le CCTC et les CCTP indiquent la répartition des dépenses de chantier.

Ces dépenses correspondent principalement :

- Aux dépenses d'équipement.  
Vu leur caractère prévisible, ces dépenses sont normalement imputables à un lot déterminé ou aux lots concernés.
- Aux dépenses de consommation  
Celles-ci seront portées au débit du compte prorata.
- Aux dépenses d'exploitation  
Généralement portées au débit du compte prorata.

Les dépenses comprennent les frais de main d'œuvre, de matériels, de fournitures, et de prestations réalisées par des tiers.

La répartition pourra être modifiée d'un commun accord entre entrepreneurs, maître d'œuvre et maître d'ouvrage, à tout moment en cours de chantier.

#### **31.14.2. Défaillance d'un titulaire**

Les prestations dont la réalisation incombe à un ou plusieurs titulaires pourront être confiées à une autre entreprise en cas de défaillance. Dans ce cas, les frais engendrés seront retenus des acomptes dus à l'entreprise défaillante. Ces retenues éventuelles ne font pas obstacle à l'application des pénalités prévues par l'article 19.

#### **31.14.3. Dépenses de réparation**

Les dépenses afférentes aux remises en état (dégradations ou vol), restent à la charge des lots concernés jusqu'à la réception des ouvrages.

Les titulaires, à l'unanimité, ou, s'il est créé, le comité de gestion du compte inter-entreprises pourra à la demande d'un titulaire concerné, adopter le principe d'une prise en charge dans le cas de circonstances exceptionnelles et à conditions que :

- l'auteur des dégradations et des détournements ne puissent être découverts,
- les dégradations ou les détournements ne peuvent être imputés au titulaire d'un lot déterminé,
- la responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers.

Toutefois, les fournitures et matériels particulièrement onéreux demeureront jusqu'à la réception aux risques exclusifs du titulaire chargé de leur mise en œuvre

#### **31.14.4. Gestion du compte prorata**

L'entrepreneur chargé de la tenue du compte prorata est le titulaire du lot 02 -Gros œuvre suivant les modalités définies à l'article 2.5 du CCTC.

### **ARTICLE 32. ENGINS EXPLOSIFS DE GUERRE OU MATERIAUX DANGEREUX**

Application de l'article 32 du CCAG-TVX.

#### **En complément :**

Le lieu des travaux :

- ☐ Ne contient pas d'engin de guerre non explosés
- ☐ Peut contenir des engins de guerre non explosés
  
- ☐ Ne contient pas de matériaux pollués ou polluants, ou susceptibles d'être toxiques et/ou dangereux
- ☐ Peut contenir des matériaux pollués ou polluants, ou susceptibles d'être toxiques et/ou dangereux
  
- ☒ Le maître d'ouvrage n'a pas connaissance de la présence d'engins de guerre non explosés ou de matériaux pollués ou polluants, ou susceptibles d'être toxiques et/ou dangereux

### **ARTICLE 33. MATERIAUX, OBJETS ET VESTIGES TROUVES SUR LE CHANTIER**

Application de l'article 33 du CCAG-TVX.

### **ARTICLE 34. DEGRADATIONS CAUSEES AUX VOIES PUBLIQUES**

Application de l'article 34 du CCAG-TVX sauf dérogation ci-après.

**Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG-travaux**, les contributions ou réparations éventuellement dues pour les dégradations causées aux voies publiques y compris à l'intérieur du chantier par des transports routiers ou des circulations résultant d'engins de chantier exceptionnels sont entièrement à la charge de l'entrepreneur responsable.

### **ARTICLE 35. DOMMAGES DIVERS CAUSES PAR LA CONDUITE DES TRAVAUX OU LES MODALITES DE LEUR EXECUTION**

Application de l'article 35 du CCAG-TVX.



## **ARTICLE 36. GESTION DES DECHETS DE CHANTIER**

### **36.1 Principes généraux**

**Application** de l'article 36.1 du CCAG-TVX.

La gestion et l'élimination des déchets :

- ☐ Sont traitées par chaque titulaire de lot
- ☒ Font l'objet d'une organisation commune à l'ensemble des lots

En application de l'article 36.1 du CCAG-TVX, le maître d'ouvrage :

- ☐ Impose
- ☒ N'impose pas de modèle de suivi des déchets

### **36.2 Contrôle et suivi des déchets de chantier**

**Application** de l'article 36.2 du CCAG-TVX.

**En complément :**

Le titulaire a l'obligation de trier les déchets selon l'organisation choisie et en particulier de ne pas mélanger les déchets dangereux avec les autres types de déchet. A ce titre, le titulaire, sur demande du maître d'ouvrage, transmettra une note décrivant l'organisation du stockage des déchets sur le chantier et définira notamment les aires de stockage nécessaires à l'accueil des contenants dédiés aux différents types de déchets. Le type et la taille des différents contenants seront déterminés de manière à trier les déchets à la source. Le cas échéant, l'ensemble de l'organisation sera soumis à l'approbation de la Maîtrise d'œuvre et du Coordinateur Sécurité Protection Santé.

Le cas échéant, les prescriptions relatives à la gestion des déchets sont précisées dans le CCTP.

## **ARTICLE 37. ENLEVEMENT DU MATERIEL ET DES MATERIAUX SANS EMPLOI**

**Application** de l'article 37 du CCAG-TVX

## **ARTICLE 38. ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES**

**Application** de l'article 38 du CCAG-TVX sous réserve des dérogations et compléments ci-après.

### **38.1 Contrôle technique**

Le titulaire devra l'assistance de son personnel au contrôleur technique dans le cadre des vérifications et contrôles que ce dernier sera amené à réaliser sur site.

La fourniture des documents, échantillons, appareils de mesure et d'essais, des consommables nécessaires aux essais et contrôles ci-dessus, ainsi que les frais qui s'y rattachent sont à la charge du titulaire.

### **38.2 Autres essais et contrôles des ouvrages**

Le maître d'œuvre peut prescrire des essais et contrôles en sus de ceux définis par les documents particuliers du marché.

**Par dérogation à l'article 38 du CCAG-Travaux**, ces essais et contrôles supplémentaires seront à la charge du titulaire si ceux-ci permettent de mettre en évidence un défaut d'exécution des ouvrages ou des malfaçons.

Dans le cas contraire, ces essais et contrôles supplémentaires seront à la charge du maître d'ouvrage. Au cas où il serait constaté que le titulaire n'est pas en mesure de procéder d'une façon satisfaisante aux essais ou contrôles qui lui sont imposés, le maître d'œuvre se chargerait de la réalisation de ces essais par un laboratoire de son choix et aux frais du titulaire.

Tous les procès-verbaux relatifs aux essais ou contrôles sont adressés par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage.

## **ARTICLE 39. VICES DE CONSTRUCTION**

**Application** de l'article 39 du CCAG-TVX.

## ARTICLE 40. DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

Application de l'article 40 du CCAG-TVX sous réserve des dérogations indiquées ci-après et dans CPM.

**Par dérogation à l'article 40.1 du CCAG Travaux**, le titulaire remet, dès qu'il réceptionne le compte rendu de chantier visé à l'article 3.9 du CCAP et **au plus tard lors des opérations préalables à la réception**, l'ensemble des dossiers des ouvrages exécutés suivant les modalités prévues dans le CCTC et les CCTP de chaque lot.

Les DOE sur support numérique sont remis :

- ☒ sur la plate-forme dématérialisée suivante : JDOC
  - ☐ Accessible via un lien transmis par le MOE, sans nécessité de création de compte.
  - ☐ Accessible via un lien transmis par le MOE, et nécessitant la création d'un compte par le titulaire.
- ☐ sur une plate-forme dématérialisée sécurisée choisie par le titulaire.

Nota : Pour les formats DWG : logiciel utilisé par :

- ☒ Maître d'ouvrage : autocad / 2018 minimum
- ☒ Maître d'œuvre : autocad / 2018 minimum

### En complément :

Le titulaire prendra en compte les prescriptions particulières sur la forme et la présentation indiquées ci-dessous et les prescriptions du CCTP.

Les documents écrits, hors notices et fiches techniques constructeurs, seront établis par le titulaire sur tableur, base de données ou traitement de texte suivant le cas. Dans le cas où des modèles lui seraient remis par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage, le titulaire sera tenu de s'y conformer.

Si des copies de pages de catalogues fournisseurs sont remises, les références correspondant aux matériels installés seront surlignées. La remise de catalogues fournisseurs complets est à proscrire.

L'ensemble des documents sera rédigé en langue française.

Les pièces écrites seront établies au format A4 ; les pièces dessinées seront pliées au format A4.

Les exemplaires destinés à la maîtrise d'ouvrage et à la maîtrise d'œuvre seront remis au maître d'œuvre qui en assurera la vérification et la remise au maître d'ouvrage.

Les exemplaires destinés au contrôleur technique et au coordonnateur SPS leur seront remis directement.

L'ensemble des documents transmis sera accompagné d'un bordereau en précisant le nombre et le contenu.

Les documents fournis après exécution ne seront acceptés qu'après vérification et validation de ceux-ci par le maître d'œuvre pour remise au maître d'ouvrage.

Tout dossier incomplet, comportant des erreurs ou ne respectant pas la présentation définie par le CCAP, ne pourra être accepté et sera retourné à son auteur.

Le maître d'œuvre fournit l'ensemble de ses documents graphiques sous forme de fichiers aux formats WORD, EXCEL et PDF, ou équivalents, et les plans sous format DWG, versions actuellement en vigueur au sein de l'établissement.

Le titulaire devra justifier d'une version compatible afin de lire les plans et d'y apporter compléments et modifications notamment dans le cadre de l'élaboration des DOE à sa charge.

Passé les délais indiqués à l'article 40 du CCAG - Travaux, le maître d'ouvrage pourra appliquer une retenue ou une pénalité d'un montant précisé dans les CPM.

Il se réserve également la possibilité de faire établir les documents manquants, sans mise en demeure préalable, aux frais et risques du titulaire.

**Formation du personnel à l'exploitation des ouvrages :**

☐ Aucune formation n'est prévue par le marché

☒ Le titulaire du marché/du/des lot/lots 12, 13, 14, 15 & 16 a l'obligation d'instruire et de former à l'exploitation et à la maintenance des équipements :

☒ Le personnel technique du maître d'ouvrage

☐ Le personnel de l'entreprise désignée par le maître d'ouvrage

Les modalités de la formation :

☐ Sont précisées au CCTP

☒ Seront définies, en cours d'exécution du marché, entre le titulaire, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre

## CHAPITRE 5 : RECEPTION ET GARANTIES

### ARTICLE 41. RECEPTION

**Application** de l'article 41 du CCAG-TVX **sous réserve des dérogations** ci-après :

**Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG-TVX**, le maître d'œuvre fixe la date des opérations préalables à la réception au vu de l'avancement des travaux. Il en informe le titulaire en indiquant cette date sur le compte-rendu de chantier ; cette information vaut convocation.

Les opérations préalables à la réception se dérouleront simultanément pour l'ensemble des lots.

Le maître d'œuvre pourra toutefois décider de mener ces opérations préalables en plusieurs fois selon les lots, si les circonstances et l'avancement des travaux le justifient.

**Réception avec réserves :**

Le délai fixé, à compter de la date de réception avec réserves, pour remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes sera notifié au titulaire en même temps que la décision de réception avec réserves.

Ce délai est assorti des pénalités de retard telles que **définies à l'article 19**.

La levée des réserves est nécessairement matérialisée par une décision de levée des réserves notifiée au titulaire.

**Réception sous réserves :**

**Par dérogation à l'article 41.5 du CCAG-TVX**, le délai imparti au titulaire pour exécuter les prestations visées à l'article 41.5 du CCAG-TVX sera précisé dans la décision de réception, sans pouvoir excéder 12 mois.

Si les réserves ne sont pas levées à l'issue des délais impartis ci-dessus, le maître d'ouvrage pourra :

- Décider de prolonger le délai de garantie de parfait achèvement
- Faire exécuter les travaux ou prestations aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure restée sans effet.
- Décider, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, de lever les réserves, moyennant l'application d'une réfaction sur les prix.

**Par dérogation à l'article 41.1.3. du CCAG-TVX**, à défaut de fixation de la date des opérations préalables à la réception par le représentant du maître d'ouvrage, la réception des travaux est réputée acquise à l'expiration d'un délai de **quarante-cinq jours** à compter de la notification de la lettre visée à l'article 41.1.2. du CCAG-Travaux.

**Par dérogation à l'article 41.3. du CCAG-TVX**, la décision prise par le maître d'ouvrage au vu des opérations préalables à la réception et des propositions du maître d'œuvre est notifiée au titulaire dans un délai de **quarante-cinq jours** à compter de la date du procès-verbal.

**Réception sous réserve de l'exécution d'épreuves :**

☐ Conformément à l'article 41.4 du CCAG-TVX, la réception des travaux ne pourra être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des réserves suivantes :

A défaut, la réception sera retirée.

☒ Sans objet

Réceptions particulières :

La réception des végétaux fait l'objet de dispositions spécifiques définies à l'article 7 du CCTP du lot 17.

### ARTICLE 42. RECEPTIONS PARTIELLES

**Réception partielle :**

☐ En application de l'article 42 du CCAG-TVX, les travaux pourront donner lieu à des réceptions partielles.

☒ Par dérogation à l'article 42 du CCAG-TVX, les travaux ne donneront pas lieu à des réceptions partielles.

### **Libération des sûretés :**

☒ Conformément à l'article 42.5 du CCAG-TVX, la libération des sûretés n'est applicable qu'à l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux.

☐ **Par dérogation à l'article 42.5 du CCAG-TVX**, la libération des sûretés n'est applicable qu'à l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux, à l'exception des lots ..

☐ **Par dérogation à l'article 42.5 du CCAG-TVX**, la libération des sûretés n'est applicable qu'à l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux. Toutefois, si une réception partielle a pour effet de constater l'achèvement des travaux d'un lot, le point de départ de libération des sûretés est fixé à l'expiration du délai de garantie propre à ce lot.

## **ARTICLE 43. MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES**

**Application** de l'article 43 du CCAG-TVX.

### **En complément :**

Les éventuelles mises à disposition d'ouvrages dans les conditions fixées par l'article 43 du CCAG-TVX feront l'objet d'un ordre de service.

## **ARTICLE 44. GARANTIES CONTRACTUELLES**

### **44.1 Délai de garantie**

**Application** de l'article 44.1 du CCAG-TVX.

### **44.2 Prolongation du délai de garantie**

**Application** de l'article 44.2 du CCAG-TVX sous réserve des compléments et dérogations ci-après :

**En complément :** Dans un délai maximal de 30 jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux, éventuellement assortie de réserves, le maître d'œuvre met en place un dossier de suivi de parfait achèvement.

**Par dérogation à l'article 44.2 du CCAG-Travaux**, il n'est pas nécessaire que le délai de garantie de parfait achèvement soit prolongé par une décision explicite du représentant du maître d'ouvrage.

S'il subsiste des réserves non levées dans un délai d'un an à compter de la réception des travaux concernés, le délai de garantie de parfait achèvement sera prolongé de fait jusqu'à la fin d'un délai de deux mois courant après la décision de levée de la dernière réserve.

### **44.3 Garantie particulière pour matériau de type nouveau**

☐ Si le titulaire propose dans son offre d'utiliser des matériaux et des fournitures de type nouveau, il s'engage à garantir le Pouvoir adjudicateur contre la mauvaise tenue des produits mis en œuvre, et ce, pendant dix (10) ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux.

Cette garantie, qui devra également être couverte par une assurance spéciale, engage le titulaire dans le cas où, pendant ce délai, la tenue des matériaux et fournitures ne serait pas satisfaisante, à les remplacer, à ses frais, sur simple demande du maître d'œuvre ou du Maître d'ouvrage, par des matériaux ou des fournitures faisant l'objet d'un agrément réglementaire.

A défaut, la réception sera retirée.

☒ Sans objet

### **44.4 Autres garanties particulières**

Les CCTP indiquent, s'il y a lieu, les matériels faisant l'objet de garanties particulières.

#### 44.5 Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5% :

- ☐ N'est pas prévue pour ce marché
- ☐ Est prévue pour ce marché (marché non alloti)
- ☒ Est prévue pour l'ensemble des lots
- ☐ Est prévue pour l'ensemble des lots sauf les lots : ..
- ☐ Est prévue pour les lots suivants : ..

Elle s'applique suivant les conditions prévues par les articles R.2191-32 et suivants du Code de la Commande publique.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché de substituer à la retenue de garantie :

- ☐ Une garantie à première demande OU une caution personnelle et solidaire
- ☒ Une garantie à première demande

## CHAPITRE 6 : PROPIETE INTELLECTUELLE

### ARTICLE 45. DEFINITION DES RESULTATS

- ☒ **Application** de l'article 45 du CCAG-TVX
- ☐ **Application** de l'article 45 du CCAG-TVX **sous réserve des éventuels** compléments et/ou dérogations indiqués ci-après :

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte

### ARTICLE 46. REGIME GENERAL DES CONNAISSANCES ANTERIEURES ET DES CONNAISSANCES ANTERIEURES STANDARDS

- ☒ **Application** de l'article 46 du CCAG-TVX
- ☐ **Application** de l'article 46 du CCAG-TVX **sous réserve des éventuels** compléments et/ou dérogations indiqués ci-après.

### ARTICLE 47. STIPULATIONS SPECIFIQUES AUX CONNAISSANCES ANTERIEURES ET CONNAISSANCES ANTERIEURES STANDARDS

- ☒ **Application** de l'article 47 du CCAG-TVX
- ☐ **Application** de l'article 47 du CCAG-TVX **sous réserve des éventuels** compléments et/ou dérogations indiqués à l'article 21 CPM.

### ARTICLE 48. REGIME DES RESULTATS

- ☒ **Application** de l'article 47 du CCAG-TVX
- ☐ **Application** de l'article 47 du CCAG-TVX **sous réserve des éventuels** compléments et/ou dérogations indiqués à l'article 21 CPM.

## **CHAPITRE 7 : RESILIATION DU MARCHÉ – INTERRUPTION DES TRAVAUX**

### **ARTICLE 49. PRINCIPES GENERAUX**

Application de l'article 49 du CCAG-TVX **sous réserve des dérogations** ci-après :

**Par dérogation à l'article 49.1 du CCAG-TVX**, la résiliation du marché pour motif d'intérêt général ne donne pas lieu à indemnisation du titulaire.

### **ARTICLE 50. CAS DE RESILIATION DU MARCHÉ**

Application de l'article 50 du CCAG-TVX sous réserves des dérogations ci-après :

#### **50.1 Résiliation pour évènements extérieurs au marché**

Application de l'article 50.1 du CCAG-TVX.

#### **50.2 Résiliation du fait du représentant du maître d'ouvrage ou de son mandataire**

Application de l'article 50.2 du CCAG-TVX.

#### **50.3 Résiliation pour faute du titulaire**

Application de l'article 50.3 du CCAG-TVX.

**En complément :**

La résiliation du marché pour faute du titulaire sur le fondement de l'article 50.3. du CCAG-TVX est précédée d'une mise en demeure de celui-ci de se conformer à ses obligations dans un délai de 15 jours à compter de la notification de cette mise en demeure, à moins qu'un délai différent y soit mentionné.

Outre les cas de résiliation pour faute du titulaire énumérés à l'article 50.3 du CCAG-Travaux, le défaut de production, après mise en demeure restée infructueuse, de l'une ou l'autre des attestations visées à l'article 6.2 du présent document pourra justifier la résiliation pour faute du marché.

#### **50.4 Résiliation pour un motif d'intérêt général**

**Par dérogation à l'article 50.4 du CCAG-Travaux**, la résiliation du marché pour motif d'intérêt général ne donne pas lieu à indemnisation du titulaire.

### **ARTICLE 51. OPERATIONS DE LIQUIDATION**

#### **51.1 Modalités d'exécution**

Application de l'article 51.1 du CCAG-TVX.

**En complément :**

En cas de résiliation, il est procédé, le titulaire ou ses ayants droit, tuteur, administrateur ou liquidateur, dûment convoqués par tout moyen, aux constatations relatives aux ouvrages et parties d'ouvrages exécutés, à l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi qu'à l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier.

#### **51.2 Décompte de résiliation**

Application de l'article 51.2 du CCAG-TVX

### **ARTICLE 52. MESURES COERCITIVES**

Application de l'article 52 du CCAG-TVX, **sous réserve des dérogations** ci-après :

**Par dérogation à l'article 52.1 du CCAG-TVX**, le délai de mise en demeure de se conformer au marché, peut être inférieur à quinze jours suivant les circonstances et la nature de la non-conformité.

### **ARTICLE 53. AJOURNEMENT ET INTERRUPTION DES TRAVAUX**

#### **53.1 Ajournement des travaux**

Conforme à l'article 53.1 du CCAG-TVX sous réserve des dérogations ci-après :

**Par dérogation à l'article 53.1 du CCAG-TVX**, en cas d'ajournement supérieur à 3 mois, le titulaire peut prétendre à l'indemnisation sur présentation de justificatifs :

- des frais de garde du chantier,
- des frais d'installation de chantier

### **53.2 Interruption des travaux pour retard de paiement**

**Application** de l'article 53.2 du CCAG-TVX **sous réserve des dérogations** ci-après :

**Par dérogation à l'article 53.2.2 du CCAG-TVX**, le retard dans le paiement des acomptes mensuels peut donner lieu aux intérêts moratoires visés à l'article 12.7 des CGA.

### **53.3 Suspension des travaux en cas de circonstances imprévisibles**

**Application** de l'article 53.3 du CCAG-TVX

## **ARTICLE 54. CLAUSE DE REEXAMEN**

**Application** de l'article 54 du CCAG-TVX.

En complément des modifications du marché autorisées par les articles L.2194-1 2° à 6° et R. 2194-2 à R.2194-9 du Code de la commande publique, le marché peut être modifié en application de l'article L.2194-1 1° et R.2194-1 dans les cas suivants :

☒ Variation des prix

☒ Suivant art 9.4 CCAP

☐ Tranches optionnelles

☒ Suivant art 3.8 CCAP

☒ Travaux objet des prestations supplémentaires éventuelles qui n'auraient pas été levées lors de la notification du marché

☒ Suivant art 3.8 CCAP

☒ Conformément à l'article 54 du CCAG-TVX et suivant ses conditions : En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché.

☒ Acte modificatif entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur (avenant).

☒ Cession du marché suite à liquidation judiciaire, dans les conditions suivantes :

- La cession ne doit pas entraîner de modification du prix du marché, de sa durée, de son objet et autres éléments substantiels.

- Le nouveau titulaire doit remplir les conditions fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché initial.

Dans cette optique, le nouveau titulaire devra fournir les mêmes niveaux de capacités qu'exigés lors de la passation du marché initial, et transmettre les pièces administratives exigées pour les attributaires.

☒ Acte établi par le pouvoir adjudicateur sur présentation du jugement, du Kbis ou équivalent, et de l'ensemble des pièces administratives du nouveau titulaire.

☒ Acte modificatif entre le nouveau titulaire, l'ancien titulaire, sauf s'il a disparu, et le pouvoir adjudicateur (avenant).

Dans le cas d'une cession sans disparition de l'ancien titulaire, la notification de la clause de réexamen lui sera transmise également.

☒ Modifications non substantielles des travaux pouvant entraîner des plus-values ou des moins-values sur le coût des travaux, quel que soit le montant, dans la mesure où ces travaux sont indissociables des travaux réalisés dans le cadre du marché initial, soit parce qu'ils relèvent du périmètre initial des travaux, soit parce qu'ils relèvent d'une même opération de travaux et sont prévus dans une continuité de temps et d'espace par rapport au marché initial, à condition de ne pas modifier l'objet du marché initial.

☒ Etablissement d'un devis du titulaire sur demande du maître d'œuvre



☒ Si le devis est accepté, établissement d'un acte modificatif (avenant) entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur

## CHAPITRE 8 : DIFFERENDS

### ARTICLE 55. REGLEMENT DES DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES

Conforme à l'article 55 du CCAG-TVX.

En complément :

Il est convenu qu'en cas de litige, la juridiction compétente à saisir est le Tribunal Administratif de Nantes.

## CHAPITRE 9 : DISPOSITIONS DIVERSES

### ARTICLE 56. PRESTATIONS SIMILAIRES

En application de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, la réalisation de prestations similaires :

☐ Pourra ☐ Ne pourra pas

être confiée au titulaire du marché dans un délai de 3 ans à compter de la notification du marché initial.

### ARTICLE 57. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après sont les suivantes :

Article du CCAP	Article du CCAG-TVX auquel il est dérogé
3.8	3.8.1
4	4.1
8.1.3	8.1.3
9.1	9.1 & 9.1.1
9.3	9.3.2
9.4	9.4.2
10.2	10.2
12.3	12.3.1, 12.3.2
12.4	12.4.2
14	14.3
15	15.1
16	16.2
17	17.3
18.1.2	18.1.1
18.2	18.2.2, 18.2.3
19.2	19.2.4, 19.2.5
20.1	20.1
21	21.1
27.2	27.2.3
27.3	27.3
28.2.2	28.2.2
28.2.3	28.2.3
28.5	28.5
31.3	31.3

34	34.1
38.2	38
40	40.1
41	41.1, 41.5, 41.1.3, 41.3
42	42
44.2	44.2
49	49.1
50.4	50.4
52	52.1
53.1	53.1
53.2	53.2.2

## ARTICLE 58. ANNEXES

- ☐ Annexe 1 – Répartition des dépenses de chantier > se reporter à l'Annexe du CCTC
- ☐ Annexe 2 – Clause sociale

Fait à la Roche sur Yon, le

03 FEV. 2026

Le Directeur Général du CHD Vendée

Etablissement support du GHT Vendée

M. O. SERVAIRE-LORENZET

**ANNEXE 2 AU CCAP**  
**Affaire n° 2025\_TRX\_CHM\_017**

## **1. Clause sociale**

**L'acheteur**, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L2112-2 du code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

L'entreprise qui se verra attribuer les lots dont la liste est donnée au CCAP, devra réaliser une action d'insertion qui permettra l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières. Le volume d'heures de travail à réserver au public éligible au dispositif des clauses sociales est indiqué dans le tableau ci-dessous :

Lots	Allotissement	Total Hrs Insertion
1	VRD	280
2	Gros œuvre - charpente	1085
3	étanchéité	70
4	couverture métallique	0
5	façade	70
6	menuiseries extérieures - protections solaires	140
7	serrurerie - métallerie	35
8	faux-plafonds - doublage - cloisons	210
9	menuiseries intérieures	140
10	revêtement de sol	105
11	peinture	105
12	ascenseurs	0
13	chauffage ventilation climatisation désenfumage	350
14	plomberie	105
15	électricité (courant fort - courant faible)	280
16	photovoltaïque	0
17	aménagements paysagers - espaces verts	105
18	clôtures et habillage bois extérieurs	70

L'article 20 du CCAP précise à cet égard les différentes modalités envisageables de mise en œuvre de cette action d'insertion.

**ATTENTION :**

**LES CANDIDATS NE SONT PAS AUTORISES A FORMULER DANS LEUR OFFRE DES RESERVES SUR LA CLAUSE OBLIGATOIRE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE.**

**UNE OFFRE QUI NE SATISFERAIT PAS A CETTE CONDITION D'EXECUTION SERA DECLAREE NON-CONFORME AU MOTIF DU NON-RESPECT DU CAHIER DES CHARGES.**

## 1- Conditions particulières d'exécution relatives à l'insertion socioprofessionnelle

Conformément aux articles Article L2112-2 du code de la commande publique le cahier des charges du présent marché comporte des clauses visant à promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion.

### 2- Les publics visés

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes, éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières dont l'éligibilité de la candidature a été validée dans le cadre du dispositif d'accompagnement des clauses d'insertion mentionné à l'article 20.

Sont notamment concernés :

- Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- Bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
- Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapée (AAH), de l'allocation d'Insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
- Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
  - sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;
  - diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur
- Demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;
- Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :
  - mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI),
  - salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI)
- Les personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT ;
- Personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
- Les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes;
- Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;
- Personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
- Les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;
- Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire ;
- Les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de la *facilitatrice du Département de la Vendée* être considérées comme relevant des publics éloignés de l'emploi.

### **3- Les modalités de mise en œuvre**

Cela consiste, pour l'attributaire retenu, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- 1<sup>ère</sup> modalité : le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une structure d'insertion ;
- 2<sup>ème</sup> modalité : la mise à disposition de salariés

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir :

- d'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ou d'une entreprise de travail temporaire dans le cadre de l'arrêté du 28 novembre 2005 étendant les dispositions de l'accord national relatif à la mise en œuvre de l'article L.1251-7 du code du travail)
- d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification
- d'une association intermédiaire

Les contrats de mise à disposition et de mission devront respecter les dispositions légales et conventionnelles relatives au travail temporaire (durée maximale, délai de carence, salaire de référence...).

- 3<sup>ème</sup> modalité : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché

### **4- Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales**

Afin de faciliter la mise en œuvre des clauses sociales, un dispositif d'accompagnement a été mis en place.

Les entreprises désireuses d'obtenir des renseignements peuvent ainsi prendre contact avec :

Service Insertion Par l'Emploi – Direction de l'Insertion et de l'Accompagnement Social  
Département de la Vendée  
40, rue Maréchal Foch 85923 La Roche sur Yon  
02.28.85.72.45  
[clauses.insertion@vendee.fr](mailto:clauses.insertion@vendee.fr)

Le service aura pour missions :

- de renseigner les entreprises sur les différents dispositifs d'insertion existants ou sur les conditions de suspension de la clause d'insertion ;
- d'accompagner les entreprises titulaires pour la mise en œuvre de l'insertion socioprofessionnelle ;
- de proposer des publics prioritaires à l'entreprise ;
- d'assurer le contrôle et l'évaluation de l'action d'insertion.

### **5- Les modalités de contrôle**

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

A la demande du service de la facilitatrice des clauses d'insertion sociale, le titulaire fournit, dans le délai qui lui sera imparti, tous renseignements utiles (*par exemple : date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, etc.*) propres à permettre le contrôle de l'exécution et

l'évaluation de l'action.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités.

En tout état de cause, le titulaire doit, dès leur survenance, informer le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.

Dans ce cas, la facilitatrice et la Communauté de communes étudieront avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

A l'issue des travaux, l'entreprise titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché.

#### **6- Chômage partiel et licenciement économique**

Lorsque l'entreprise se trouve en situation de chômage partiel sur les métiers concernés par la clause ou bien envisage de procéder à un / des licenciements économiques sur ces mêmes métiers, les modalités d'application de la clause d'insertion sont adaptées par avenant au marché, afin de permettre le maintien de l'emploi dans l'entreprise.

#### **7- Pénalités**

Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique

En cas de non respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire, l'entrepreneur subira une pénalité égale à 60 euros par heure d'insertion non réalisée.

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, l'entrepreneur subira une pénalité égale à 100 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

#### **8- Protection des données**

Le titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs sera confiée au Département de la Vendée (Service insertion par l'Emploi). La transmission des données est obligatoire pour valider le positionnement sur le dispositif des clauses sociales.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, du donneur d'ordre, et de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause doivent être informés que les informations recueillies et les justificatifs sont enregistrés dans un fichier informatisé pour vérifier l'éligibilité des bénéficiaires au dispositif juridique des clauses sociales et vérifier l'exécution des heures de clauses.

Les données sont destinées aux personnes habilitées du Département de la Vendée ainsi qu'à l'ensemble des structures et entreprises intervenant sur le marché concerné. Pour permettre la consolidation nationale et l'édition de statistiques, les informations sont également enregistrées dans le logiciel ABC Clause, dont l'éditeur est le Groupe Up.

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » modifiée, il est possible d'exercer son droit d'accès aux données et les faire rectifier en contactant de préférence par voie électronique :

- [protection.donnees@vendee.fr](mailto:protection.donnees@vendee.fr)